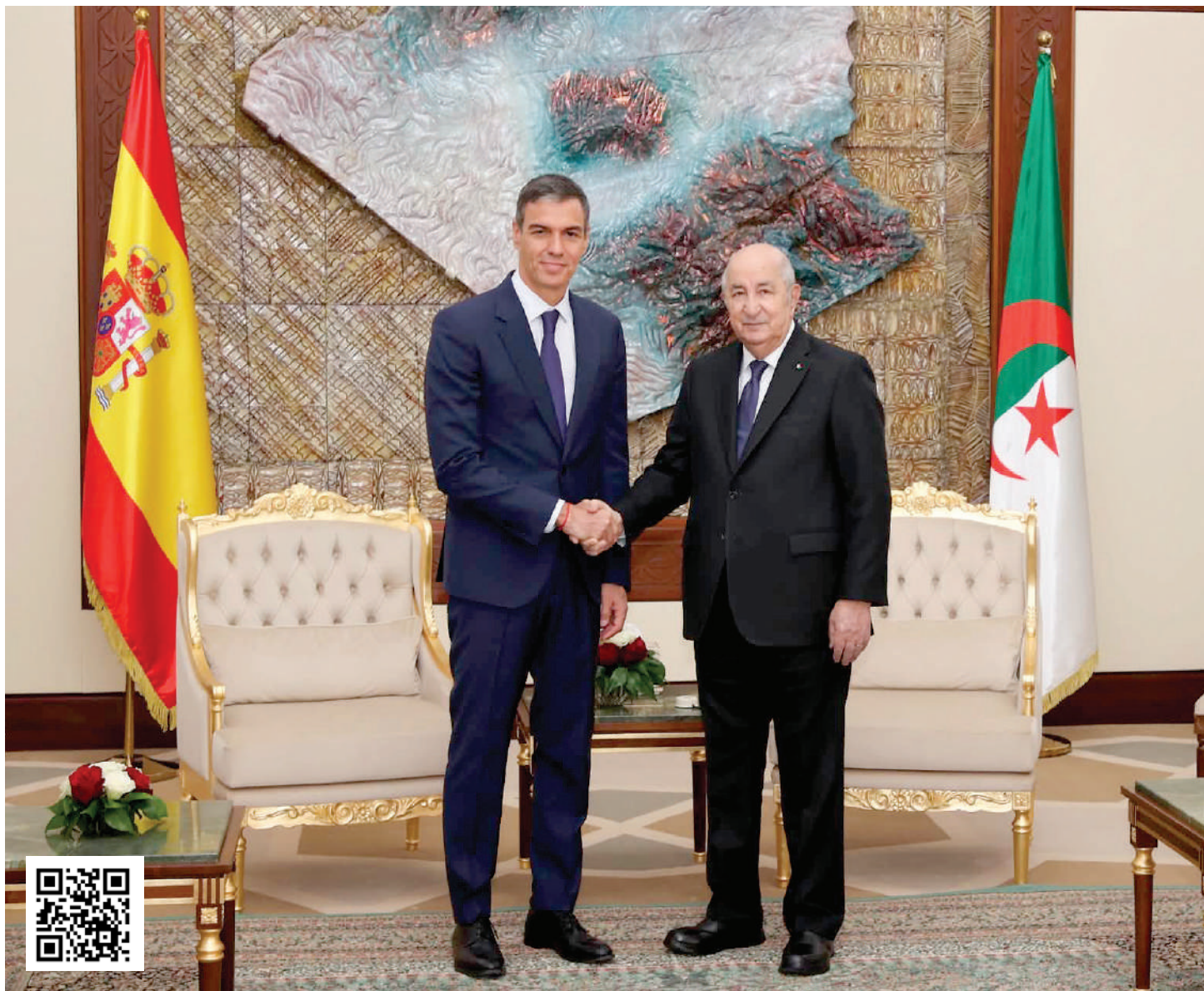


ALGÉRIE-ESPAGNE

Une nouvelle étape dans la coopération bilatérale

L'Algérie et l'Espagne ont décidé de donner un nouvel élan à leur partenariat stratégique. À l'occasion de la visite officielle à Alger du président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé l'ouverture d'une nouvelle phase de coopération, portée par le renforcement du dialogue politique, le développement des échanges économiques, la diversification des investissements et l'élargissement du partenariat énergétique. P 3



INCENDIES, NOYADES ET ACCIDENTS DE LA ROUTE

La Protection civile mobilisée face aux risques estivaux

Face à la multiplication des risques durant la saison estivale, la Protection civile maintient un important dispositif d'intervention à travers le pays. Lutte contre les incendies de forêts, surveillance des plages, secours aux victimes d'accidents de la circulation et actions de prévention figurent parmi les principales missions assurées par ses équipes sur le terrain.

P 2

AVOISINANT LES 73 MILLIARDS DE M³ DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2026

Les exportations de l'Algérie vers l'UE en hausse de 3 %

Durant la première moitié de l'année 2026, l'Algérie a contribué à la reprise des importations européennes de gaz par gazoduc. Après le recul observé en 2025, les volumes acheminés vers l'Union européenne ont progressé de 3 % pour atteindre 73 milliards de mètres cubes, contre 71 milliards un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des livraisons algériennes à destination de l'Europe du Sud, notamment l'Espagne et l'Italie.

P 5

TOURISME SAHARIEN/ DISPOSITIF DU VISA À L'ARRIVÉE

La ministre fait le point

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé, hier au siège du ministère, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation du dispositif du visa à l'arrivée accordé aux touristes étrangers, en particulier ceux se rendant dans les wilayas du Sud.

P 3

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La ministre Krikou met en avant les efforts de l'Algérie

P 2

IMPÔTS

Prorogation des délais de dépôt des déclarations fiscales jusqu'au 30 septembre

P 2

BORDJ BOU ARRERIDJ

Inauguration de 5 unités industrielles et lancement de 9 projets d'investissement à El Hamadia et Ras El Oued

P 6

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La ministre Krikou met en avant les efforts de l’Algérie

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou a souligné, à Alger, que l'Algérie poursuit le renforcement de ses efforts pour faire face aux changements climatiques, à travers la mise en œuvre d'un plan national d'adaptation, le développement de partenariats internationaux et l'adoption de solutions durables afin d'atténuer les impacts de ce phénomène qui touche désormais divers aspects de la vie.

Dans son allocution prononcée lors d'une journée de sensibilisation organisée dimanche sous le thème "Changements climatiques : adaptation et riposte", la ministre a expliqué que la hausse enregistrée des températures constitue l'une des manifestations les plus marquantes du changement climatique mondial, une situation qui, selon elle, exige la conjugaison des efforts de l'ensemble des secteurs et des acteurs, aux niveaux national et international. Elle a, dans ce sens, souligné l'engagement de l'Algérie dans la mise en œuvre d'une série de mesures concrètes, dont l'élaboration du Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), reposant sur une coordination étroite entre plusieurs ministères, notamment l'Agriculture, les Ressources hydriques, l'Intérieur et les Collectivités locales, les Transports, l'Habitat et la Santé.

La ministre a également évoqué le mémorandum d'entente signé entre l'Algérie et l'Allemagne, à l'occasion de la récente visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à Berlin, visant à renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de l'environnement et du climat, dans le cadre des Objectifs du développement durable.

Par ailleurs, la ministre a souligné que l'Algérie s'employait à trouver des solutions durables aux défis environnementaux, citant les projets de dessalement de l'eau de mer pour faire face au stress hydrique, précisant que ces installations seront accompagnées de projets de valorisation de la saumure qui en résulte, à travers la production de sels destinés à des usages industriels, un dossier examiné par le Gouvernement lors de sa dernière réunion.

Synthèse R E.

INCENDIES, NOYADES ET ACCIDENTS DE LA ROUTE

La Protection civile mobilisée face aux risques estivaux

Face à la multiplication des risques durant la saison estivale, la Protection civile maintient un important dispositif d’intervention à travers le pays. Lutte contre les incendies de forêts, surveillance des plages, secours aux victimes d’accidents de la circulation et actions de prévention figurent parmi les principales missions assurées par ses équipes sur le terrain.

Par S. R.

S'exprimant sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale, le Lieutenant-Colonel Nassim Bernaoui, sous-directeur des statistiques et de l'information à la Direction générale de la Protection civile, a présenté les derniers bilans opérationnels ainsi que les moyens mobilisés pour faire face à une période marquée par des conditions climatiques particulièrement difficiles. Concernant les incendies de forêts, la situation demeure marquée par une hausse des départs de feu depuis le début de la saison. Au cours des dernières 24 heures, 146 incendies ont été enregistrés dans plusieurs régions du pays, dont 127 ont été maîtrisés ou éteints, tandis que 19 foyers restaient sous surveillance afin d'éviter toute reprise favorisée notamment par les vents et les températures élevées. Les wilayas d'Annaba, Béjaïa, Souk Ahras, Skikda, Guelma, Bouira, Médéa, Mascara, Khenchela, El Tarf et Mila figurent parmi les zones les plus touchées. Le Lieutenant-Colonel Nassim Bernaoui a indiqué que la saison 2026 se caractérise par une augmentation importante du nombre de départs de feu. « Depuis le mois de mai, nous avons enregistré 3 719 départs de feu, contre 1 511 durant la même période en 2025 », a-t-il précisé. Les superficies touchées s'élèvent à 1 666 hectares de couvert végétal, répartis entre 356 hectares de forêts, 545 hectares de maquis, 661 hectares de broussailles ainsi que 89 hec-

tares d'arbres fruitiers et de cultures. Malgré l'ampleur des interventions, le bilan humain reste limité parmi les équipes engagées. Un seul décès a été enregistré parmi les citoyens, dans un verger à Sétif, tandis qu'aucune perte humaine n'a été déplorée au sein des forces d'intervention. Pour faire face à cette situation, un dispositif renforcé a été mis en place avec la participation de plusieurs secteurs, notamment la Protection civile, l'Armée nationale populaire, les services des forêts, les autorités locales et l'Agence spatiale algérienne. Les effectifs de la Protection civile mobilisés dans la lutte contre les incendies sont passés de 20 000 à 35 000 agents, soutenus par plus de 800 camions d'extinction et 25 moyens aériens, comprenant notamment des avions bombardiers d'eau et des hélicoptères de l'ANP. Le responsable de la Protection civile a également insisté sur l'importance des outils de prévention et de surveillance, notamment les cartes de vigilance météorologique et les images satellitaires permettant d'identifier rapidement les zones exposées. Face aux risques pesant sur les populations vivant à proximité des massifs forestiers, des opérations d'évacuation préventive ont été menées au profit de 386 familles, soit près de 1 800 personnes, parmi lesquelles des habitants et des touristes, notamment dans certaines zones thermales comme Hammam Melouane. Selon le Lieutenant-Colonel Bernaoui,

les conditions météorologiques ont contribué à la propagation rapide des feux. « La hausse des températures, la baisse du taux d'humidité et les vents forts constituent des facteurs aggravants », a-t-il expliqué, appelant également à la vigilance face aux comportements susceptibles de provoquer des incendies. Il a notamment cité les dépôts sauvages de déchets, les bouteilles en verre exposées au soleil, les brûlages d'herbes sèches ainsi que les étincelles liées à certains travaux agricoles ou installations techniques. La Protection civile poursuit également ses interventions dans le cadre des autres risques estivaux, notamment la surveillance des plages et les secours routiers. Depuis le début de la saison balnéaire, plus de 30 000 interventions ont été réalisées sur les plages, permettant de sauver 21 400 personnes d'une situation de noyade. Malgré ces interventions, 71 décès par noyade ont été enregistrés, dont 41 dans des plages interdites à la baignade et 33 dans des plans d'eau, barrages ou bassins d'irrigation. Sur les routes, les services de secours ont enregistré 8 949 accidents depuis le début de la saison estivale. Ces accidents ont causé 224 décès et 10 944 blessés pris en charge par les équipes d'intervention. La vitesse excessive, les dépassements dangereux, les comportements à risque ainsi que certaines infractions commises par les conducteurs de deux-roues figurent parmi les principales causes relevées.

PRISE EN CHARGE DES SINISTRÉS DES ZONES TOUCHÉES PAR LES INCENDIES

Le ministère de la Solidarité mobilise ses cellules de proximité

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a mobilisé, à travers l'Agence de développement social (ADS), l'ensemble des cellules de proximité de solidarité en vue d'assurer la prise en charge et l'accompagnement des sinistrés dans les zones touchées par les incendies à travers le territoire national, indique dimanche un communiqué du ministère. "En application des instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, relatives à la mobili-

sation des moyens humains et logistiques nécessaires, en soutien aux efforts de l'Etat face aux feux de forêts ayant affecté plusieurs wilayas du pays, le ministère a engagé, via l'ADS, toutes les cellules de proximité de solidarité, comprenant des cadres multidisciplinaires, pour intervenir sur le terrain et assurer la prise en charge psychosociale des citoyens impactés", précise le communiqué. "Ces équipes ont entamé leurs interventions sur le terrain en coordination avec les autorités locales, à travers la participation, aux côtés des différents services concernés, à l'inspec-

tion des zones touchées, à l'évaluation des dégâts et des pertes, au recensement des besoins sociaux urgents, ainsi qu'à l'accompagnement des familles et des citoyens sinistrés, en mettant à profit leur expertise en matière de prise en charge psychologique primaire lors des catastrophes", ajoute le texte. Dans ce cadre, les mêmes équipes s'attellent à "apporter un soutien et une prise en charge psychologiques aux familles impactées, accompagnés d'aides en nature en cas de besoin. Elles assurent également l'accompagnement et le soutien psychosocial des citoyens éva-

cués à titre préventif, en sus de la réalisation d'enquêtes sociales auprès des familles touchées afin de définir leurs besoins sociaux et d'y répondre". Il s'agit également de "contribuer au recensement et à l'orientation des familles et des agriculteurs sinistrés, en prévision de l'évaluation des dégâts et de leur prise en charge, tout en poursuivant l'inventaire des cas sociaux affectés pour les prendre en charge dans le cadre des dispositifs d'aide sociale, et ce, en coordination avec les autorités locales et le tissu associatif".

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALGÉRIE-ESPAGNE

Une nouvelle étape dans la coopération bilatérale

L'Algérie et l'Espagne ont décidé de donner un nouvel élan à leur partenariat stratégique. À l'occasion de la visite officielle à Alger du président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé l'ouverture d'une nouvelle phase de coopération, portée par le renforcement du dialogue politique, le développement des échanges économiques, la diversification des investissements et l'élargissement du partenariat énergétique.

Par Zahir R.

Une dynamique qui devra se concrétiser lors de la huitième Réunion de haut niveau (RHN) algéro-espagnole, prévue en octobre prochain. « Je tiens à exprimer notre profonde satisfaction à la suite de la tenue de discussions fructueuses (...). Cette visite constitue une étape essentielle dans la préparation de la huitième session de la Réunion de haut niveau algéro-espagnole (...) et traduit la volonté politique de donner l'impulsion nécessaire à un partenariat algéro-espagnol aux bénéfices certains pour les deux pays amis », a déclaré le président Tebboune.

L'économie a constitué l'un des principaux axes des discussions entre les deux chefs d'État. Abdelmadjid Tebboune a indiqué que les échanges ont porté sur « l'énergie et les énergies renouvelables, la promotion des échanges commerciaux, l'encouragement des investissements, la relance de la coopération dans le domaine sécuritaire ainsi que la coopération judiciaire et consulaire ». En effet, cette nouvelle dynamique doit se traduire rapidement par une implication plus importante des entreprises des deux pays. « Cette nouvelle dynamique est de nature à encourager les hommes d'affaires et les opérateurs économiques, et à ouvrir de nouvelles perspectives pour renforcer les partenariats et tirer profit des opportunités d'investissement importantes et mutuellement bénéfiques », a-t-il souligné.

Dans le même esprit, Pedro Sánchez a affirmé que Madrid souhaite accompagner l'Algérie dans son processus de modernisation économique. « Nous souhaitons bâtir un partenariat économique bénéfique pour l'Algérie et l'Espagne. L'Espagne aspire à consolider sa position de partenaire stratégique de l'Algérie dans

le processus de modernisation que connaît le pays, ainsi que dans le développement des secteurs de l'énergie et de l'industrie », a-t-il déclaré. Le chef du gouvernement espagnol a également expliqué être accompagné de dirigeants de grandes entreprises espagnoles afin d'explorer de nouvelles perspectives d'investissement. « Je suis accompagné par les responsables de grandes entreprises espagnoles du secteur énergétique qui souhaitent poursuivre leurs investissements et contribuer à la prospérité de l'Algérie », a-t-il affirmé.

L'énergie demeure le socle du partenariat

Les deux responsables ont réaffirmé le caractère stratégique de la coopération énergétique, qui constitue depuis plusieurs années le principal moteur des relations économiques entre les deux pays. Le président Tebboune a salué un partenariat qui reflète « le respect de nos engagements en matière de sécurité énergétique envers nos partenaires européens », tout en appelant à franchir une nouvelle étape. « Nous aspirons toutefois à une coopération plus large et plus approfondie dans le domaine des énergies renouvelables, au regard des immenses potentialités dont dispose l'Algérie, qui en font un acteur essentiel du processus de transition énergétique dans l'espace euro-méditerranéen », a-t-il déclaré. Pedro Sánchez a, de son côté, rappelé le rôle majeur de l'Algérie dans l'approvisionnement énergétique de son pays. « En 2026, l'Algérie a été le premier fournisseur de l'Espagne en gaz naturel. Nous apprécions pleinement la place de l'Algérie en tant que partenaire stratégique et fiable », a-t-il indiqué, affirmant que cette coopération ne devait plus se limiter au gaz. « Notre partenariat ne se limite pas à l'approvisionnement énergétique.

Nous souhaitons également coopérer dans les domaines de la transition énergétique, de l'innovation technologique et de la numérisation des infrastructures », a-t-il précisé.

Le président de la République a également profité de cette rencontre pour adresser un message à l'Union européenne, par l'intermédiaire de Madrid. « Nous espérons que l'Espagne, compte tenu de sa position au sein de l'Union européenne, jouera un rôle positif pour favoriser davantage d'équilibre dans les relations économiques entre l'Algérie et l'Union européenne et contribuera à la réactivation du Conseil d'association Algérie-Union européenne, qui ne s'est pas réuni depuis 2020 », a déclaré Abdelmadjid Tebboune.

Outre le volet économique, les deux dirigeants ont décidé de renforcer leur coopération dans les domaines judiciaire, sécuritaire et migratoire, notamment en matière de lutte contre la corruption, la criminalité organisée, la traite des êtres humains et l'immigration irrégulière. Les discussions ont également porté sur les crises régionales, notamment la Palestine, le Sahara occidental, la Libye et le Sahel. Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé que l'Algérie reste attachée à des solutions exclusivement politiques et pacifiques, conformes au droit international, tout en saluant la position du gouvernement espagnol en faveur de la cause palestinienne. En somme, Alger et Madrid affichent leur volonté de dépasser la simple coopération énergétique pour construire un partenariat économique global, fondé sur les investissements, l'innovation, les échanges commerciaux et la transition énergétique. La Réunion de haut niveau prévue en octobre devrait constituer la première traduction concrète de cette nouvelle feuille de route bilatérale.

TOURISME SAHARIEN/ DISPOSITIF DU VISA À L'ARRIVÉE

La ministre fait le point

Par Reda Hadi

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé, hier au siège du ministère, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation du dispositif du visa à l'arrivée accordé aux touristes étrangers, en particulier ceux se rendant dans les wilayas du Sud. Cette rencontre a permis de dresser le bilan de ce mécanisme et de définir une série d'orientations visant à améliorer son efficacité et à renforcer l'attractivité de la destination touristique algérienne. Réunissant les cadres centraux du ministère ainsi que les responsables des organismes placés sous sa tutelle, la réunion s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de développement du tourisme saharien, considéré comme un levier de diversification économique.

À cette occasion, la ministre a rappelé que le dispositif du visa à l'arrivée, instauré en 2023 sur décision du président de la République, constitue un instrument majeur pour faciliter l'accès des touristes étrangers aux régions du Sud et promouvoir l'image de l'Algérie sur les marchés internationaux.

Selon le bilan présenté lors de la réunion, près de 39 000 touristes étrangers issus de 120 nationalités ont bénéficié de ce dispositif depuis son lancement, contribuant à dynamiser l'ac-

tivité touristique, à soutenir les entreprises du secteur et à créer des emplois au profit des populations locales.

Par ailleurs, Mme Meddahi a insisté sur la nécessité de franchir une nouvelle étape dans la gestion du dispositif, à travers une meilleure coordination entre les différents intervenants et une amélioration continue de la qualité des services destinés aux visiteurs étrangers.

Dans ce cadre, elle a donné plusieurs instructions destinées à renforcer le suivi et la performance du mécanisme. Elle a notamment demandé l'élaboration de rapports mensuels d'évaluation en coordination avec les agences de tourisme et de voyages afin d'identifier les difficultés rencontrées et de proposer des mesures correctives. La ministre a également ordonné le renforcement de la coordination entre les directions du tourisme des wilayas et les agences de tourisme réceptif, avec la désignation de représentants officiels et la mise à jour régulière des listes des guides touristiques agréés.

Parmi les autres mesures annoncées figure la mise en place d'un formulaire unifié de collecte des données concernant les touristes étrangers, destiné à améliorer le traitement des dossiers et à consolider les statistiques nationales relatives au tourisme réceptif.

Accordant une importance particulière à la

qualité de l'accueil, Mme Meddahi a appelé à l'organisation de programmes de formation au profit des représentants des agences de voyages, des guides touristiques, des agents d'accueil des établissements hôteliers et des différents intervenants de la chaîne touristique.

Ces formations porteront notamment sur les langues étrangères, les premiers secours, la réglementation du secteur et les modalités de prise en charge des visiteurs.

La ministre a, en outre, annoncé l'organisation prochaine d'une rencontre nationale d'évaluation réunissant l'ensemble des agences spécialisées dans le tourisme réceptif afin d'évaluer l'application du dispositif, de partager les bonnes pratiques et d'élaborer un plan d'action visant à accroître le nombre de touristes étrangers dans les wilayas du Sud.

En conclusion, Houria Meddahi a souligné que la réussite du dispositif du visa à l'arrivée dépend de l'engagement de l'ensemble des acteurs concernés.

Elle a appelé à une coordination permanente, à un suivi rigoureux des résultats et à une amélioration continue des prestations afin de consolider l'image de l'Algérie comme une destination touristique sûre, compétitive et attractive, en particulier dans le segment du tourisme saharien.

FORMATION PROFESSIONNELLE
L'Algérie renforce sa coopération avec le Niger et le Tchad

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a dépêché des missions techniques en République du Niger et en République du Tchad, en vue de procéder sur le terrain à une évaluation approfondie des besoins du secteur de la formation professionnelle et d'élaborer des programmes d'action opérationnels répondant aux priorités des deux pays, indique lundi un communiqué du ministère.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "renforcer la coopération avec les deux pays frères". A cette occasion, plusieurs réunions techniques spécialisées ont été tenues entre experts et cadres du secteur des deux parties, au cours desquelles les différentes composantes du système de formation et d'enseignement professionnels ont été examinées en profondeur, et les besoins réels identifiés aux niveaux central et local, ajoute le communiqué.

Les missions algériennes ont effectué des visites de terrain dans plusieurs établissements de formation, publics et privés, ainsi que dans des ateliers de formation, des laboratoires et des plateformes techniques. Ces visites ont permis de s'enquérir de l'état des infrastructures, de l'organisation pédagogique, des équipements, des mécanismes de gestion et des relations des établissements de formation avec l'environnement économique, permettant ainsi d'établir un diagnostic précis de leurs besoins en matière de renforcement des capacités, ajoute-t-on de même source.

Les travaux des équipes techniques ont abouti à "un accord sur un ensemble de mesures pratiques, en tête desquelles le lancement de programmes de formation des formateurs sur les plans pédagogique et technique, le renforcement des capacités des cadres centraux et des gestionnaires des établissements de formation, le développement de l'ingénierie pédagogique, ainsi que l'échange de documents et de ressources de formation".

Il a également été convenu de "former les stagiaires dans des spécialités liées aux projets structurants prioritaires, de manière à garantir la disponibilité de compétences qualifiées pour accompagner les projets de développement économique, et répondre aux besoins réels du marché du travail".

R. E.

IMPÔTS
Prorogation des délais
de dépôt des
déclarations fiscales
jusqu’au 30 septembre

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé la prorogation des délais de souscription et de dépôt de plusieurs déclarations fiscales concernant les contribuables soumis au régime du bénéfice réel et au régime de l'impôt forfaitaire unique (IFU), pour leur permettre de s'acquitter de leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions, indique, dimanche, un communiqué de la DGI. Cette mesure concerne les contribuables relevant de la Direction des grandes entreprises, des centres des impôts, des centres de proximité des impôts et des inspections des impôts, précise la même source.

Le délai de dépôt de la déclaration "G50" relative au mois de juin a été prorogé jusqu'au jeudi 30 juillet 2026, délai également accordé pour le dépôt de la déclaration "G50" comportant le paiement du solde de liquidation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et de l'impôt sur le revenu global (IRG), catégorie des bénéfices industriels et commerciaux, ajoute la même source. Le délai de dépôt de la déclaration annuelle des revenus (G1) a été prorogé jusqu'au jeudi 13 août 2026, tandis que le délai de dépôt de la déclaration prévisionnelle de l'IFU (G12) a été prorogé jusqu'au mercredi 30 septembre 2026, précise la Direction.

Cette prorogation s'inscrit dans le cadre de la facilitation de l'accomplissement, par les contribuables, de leurs obligations fiscales, afin de leur permettre d'achever les procédures de déclaration et de dépôt dans les meilleures conditions, selon la DGI.

APS

CNEP-BANQUE
Ouverture de deux
nouvelles agences à
Douéra et Sidi Abdallah

La CNEP-Banque poursuit le renforcement de son réseau commercial avec l'inauguration, hier, de deux nouvelles agences à Douéra et à Sidi Abdallah (Alger), portant à 234 le nombre total de ses agences à travers le territoire national. Les deux nouvelles structures, rattachées au réseau commercial d'Alger Ouest, sont situées à la cité des 23 logements collectifs à Douéra (code 658) et au pôle des 2.750 logements de Sidi Abdallah, commune de Mehalma (code 659), selon la même source.

Les cérémonies d'inauguration seront présidées par la Présidente-directrice générale de la CNEP-Banque, Mme El Kahina Zaidi, accompagnée de cadres supérieurs de la Banque.

La banque a précisé que ces deux agences proposeront une gamme complète de produits et services bancaires, ainsi que des solutions de finance islamique destinées aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises. En marge de cette opération, la PDG procédera également à l'inauguration d'un espace libre-service dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah. Accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, cet espace permettra aux clients d'effectuer de manière autonome plusieurs opérations bancaires. Selon la CNEP-Banque, cette nouvelle infrastructure s'inscrit dans sa stratégie de modernisation et d'amélioration de l'expérience client, à travers le développement de services bancaires plus accessibles et adaptés aux attentes des usagers.

R E.

SALON INTERNATIONAL DE L'HABITAT ET DE L'IMMOBILIER «LOGIM EXPO»

Plus de 8 500 visiteurs enregistrés
lors de la première édition à Oran

La première édition du Salon international de l'habitat et de l'immobilier "Logim Expo", dont les travaux se sont achevés dimanche au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, a enregistré la visite de plus de 8.500 personnes, a indiqué le commissaire du salon, Mohamed Yacine Khechaï.

Dans une déclaration à l'APS, M. Khechaï a souligné que cette première édition a connu une forte affluence, notamment de membres de la communauté algérienne établie à l'étranger. Plus de 8.500 visiteurs ont ainsi découvert les offres promotionnelles et les réductions appliquées sur les logements achevés, ainsi que sur les logements proposés en vente sur plan.

Au cours de cette manifestation, qui s'est déroulée durant cinq jours, le taux de commercialisation des logements relevant de la formule du promotionnel libre (LPL) a dépassé 35 % des offres présentées, selon le même responsable.

De nombreuses demandes et réserva-

tions ont également été enregistrées pour des logements promotionnels libres en cours de réalisation dans plusieurs wilayas du pays, notamment Oran, Alger, Béjaïa, Tizi Ouzou et Annaba. Les visiteurs ont, par ailleurs, pu s'informer sur les facilités de financement proposées par les banques pour l'acquisition d'un logement.

Réunissant des promoteurs immobiliers, des bureaux d'études et des spécialistes de la décoration, le salon a offert au public l'occasion de découvrir les dernières évolutions du secteur de l'habitat et de l'immobilier, les différentes offres disponibles, les innovations technologiques dans le domaine des maisons intelligentes, ainsi que des solutions immobilières adaptées aux besoins des demandeurs de logements en fonction de leur pouvoir d'achat.

Le programme de la manifestation comprenait également une série de conférences destinées aux professionnels du secteur, portant notamment sur l'environnement et les maisons intelligentes,

les technologies modernes de la construction, l'architecture, l'esthétique des programmes d'habitat, ainsi que l'aménagement urbain et les espaces verts, en plus d'autres thématiques liées au secteur.

APS

AFFILIATION VOLONTAIRE À
LA RETRAITE ET À LA
SÉCURITÉ SOCIALE
Lancement des journées
d’information dédiées à
la diaspora

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a coprésidé, avant-hier, avec le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, la cérémonie d'ouverture officielle des journées d'information et de sensibilisation consacrées à la présentation du mécanisme d'affiliation volontaire au régime national de retraite et de sécurité sociale au profit des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger, ainsi qu'à la promotion des avantages de ce service et à l'élargissement de son accès, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Cette initiative conjointe s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre optimale de cette procédure facultative, adoptée par les hautes autorités du pays au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger, de même qu'elle traduit leur attachement constant à prendre en charge leurs préoccupations, y compris celles liées au volet social. Ce mécanisme permet de renforcer la protection sociale des citoyens algériens établis à l'étranger et de garantir sa continuité, quel que soit le pays de résidence", précise le communiqué.

"Cette campagne d'information et de sensibilisation a débuté auprès des membres de notre communauté établie dans la région du Golfe et du Moyen-Orient et se poursuivra pour couvrir les différentes zones de présence de notre communauté à l'étranger, permettant ainsi de mieux faire connaître ses avantages et les facilités liées aux modalités d'affiliation", ajoute la même source.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, le secrétaire d'Etat a réaffirmé "la poursuite de la coordination étroite entre les secteurs des Affaires étrangères, et du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en vue d'accompagner les membres de la communauté nationale établie à l'étranger et de leur fournir toutes les informations et clarifications nécessaires concernant ce service, de manière à assurer sa mise en œuvre optimale et à encourager les ressortissants algériens résidant à l'étranger à en bénéficier". Cette rencontre a également été l'occasion de présenter des exposés exhaustifs et des explications détaillées sur les modalités d'affiliation volontaire et les mécanismes permettant d'en bénéficier, ainsi que de répondre aux différentes préoccupations et interrogations exprimées par les membres de la communauté nationale à l'étranger à ce sujet", selon le communiqué du ministère.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	94	64	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف	
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف	
	Carotte	92	103	80	الجزر	
	Navet	204	228	180	اللفت	
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر	
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار	
	Courgette	86	101	71	الكوسة	
	Haricot vert	207	231	184	فاصولياء الخضراء	
	Laitue	126	140	112	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	508	639	376	التمر	
	Banane	617	645	589	الموز	
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,12	-8,63	6,09	10,14	2000	690 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1405,00	0,36	0,38	0,05	9,04	5,54	47500	66 737 500,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,01	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,16	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,15	7,35	4,22	4,71	0	0,00

AVOISINANT LES 73 MILLIARDS DE M³ DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2026

Les exportations de l’Algérie vers l’UE en hausse de 3 %

Durant la première moitié de l'année 2026, l'Algérie a contribué à la reprise des importations européennes de gaz par gazoduc. Après le recul observé en 2025, les volumes acheminés vers l'Union européenne ont progressé de 3 % pour atteindre 73 milliards de mètres cubes, contre 71 milliards un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des livraisons algériennes à destination de l'Europe du Sud, notamment l'Espagne et l'Italie.

Par Selma R.

Cette reprise intervient dans un contexte où l’Union européenne poursuit la diversification de ses sources d’approvisionnement depuis la crise énergétique déclenchée en 2022. Malgré le redressement enregistré au premier semestre 2026, les volumes restent inférieurs aux niveaux observés avant cette période. Par rapport au premier semestre 2021, les importations européennes de gaz par gazoduc ont diminué de 66 milliards de mètres cubes, soit une baisse de 48 %. Sur le seul mois de juin 2026, les importations ont atteint 11,9 milliards de mètres cubes, soit environ 398 millions de mètres cubes par jour, en hausse de 4 % sur un an, mais en recul de 8 % par rapport à juin 2024. Dans cette évolution du marché européen, les données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net » en collaboration avec le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) indiquent que l’Algérie a été le principal contributeur à la hausse des importations par gazoduc. Les exportations algériennes vers l’Espagne ont augmenté de 13 % sur un an, tandis que celles destinées à l’Italie ont progressé de 4 %. Ces résultats traduisent le maintien des échanges gaziers entre l’Algérie et ses partenaires européens dans un marché en recomposition. La situation des autres fournisseurs apparaît plus contrastée. La Norvège a enregis-

tré une progression de ses livraisons vers la Pologne (+15 %) et la France (+12 %), tout en connaissant une baisse de 26 % vers les Pays-Bas. La Libye a, pour sa part, enregistré un recul de 63 % de ses exportations vers l’Italie. Les livraisons russes via le gazoduc TurkStream vers la Bulgarie ont augmenté de 5 %, mais la part de Moscou dans les importations européennes de gaz a fortement diminué, passant de 40 % en 2022 à 15 % en 2025. Parallèlement, le marché européen du gaz naturel liquéfié (GNL) a connu une progression modérée de 1 % au premier semestre 2026, avec 65,96 millions de tonnes importées. La France, l’Espagne et les Pays-Bas figurent parmi les principaux marchés d’accueil. Dans ce segment, l’Algérie a également maintenu sa présence malgré un recul temporaire de ses exportations.

4,47 millions de tonnes de GNL expédiées en six mois

Les exportations algériennes de gaz naturel liquéfié (GNL) ont reculé de 6,5 % au premier semestre 2026 pour s’établir à 4,47 millions de tonnes, contre 4,78 millions de tonnes durant la même période de 2025. Cette baisse s’explique principalement par des opérations de maintenance sur les installations de production. Malgré ce recul, l’Algérie a conservé sa troisième place parmi les exportateurs

arabes de GNL, derrière le Qatar et Oman, et figure toujours parmi les dix premiers exportateurs mondiaux. Selon un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les exportations arabes de GNL ont diminué de 43,6 % sur un an, en raison notamment du recul des expéditions du Qatar et des Émirats arabes unis, affectées par les tensions régionales et les perturbations du trafic maritime dans le détroit d’Ormuz. La baisse enregistrée par l’Algérie demeure plus limitée que celle observée chez plusieurs autres producteurs de la région. Le rapport relève également une reprise des exportations algériennes au deuxième trimestre, avec des volumes passés de 2,04 millions de tonnes au premier trimestre à 2,43 millions de tonnes après l’achèvement des opérations de maintenance. La Turquie est restée le premier importateur de GNL algérien au premier semestre, avec 1,55 million de tonnes réceptionnées. À l’échelle mondiale, les dix premiers exportateurs ont représenté 87,3 % des exportations mondiales de GNL, avec un volume total de 182,5 millions de tonnes. Le classement a été marqué par le maintien des États-Unis au premier rang, la progression de la Russie à la troisième place et l’entrée du Canada dans le Top 10. Dans ce contexte, l’Algérie a conservé sa position parmi les principaux exportateurs mondiaux de GNL.

HYDROCARBURES Sonatrach et l’allemande VNG signent un contrat d’approvisionnement en gaz naturel

Le groupe Sonatrach et la compagnie allemande VNG ont signé un contrat d’approvisionnement en gaz naturel, dans le cadre de la visite officielle effectuée en République fédérale d’Allemagne par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique dimanche un communiqué de Sonatrach. Le contrat a été signé jeudi par le Président-directeur général (P-dg) du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, et le président du Conseil d’administration du groupe énergétique allemand VNG, Ulf Heitmüller, lors d’une cérémonie coprésidée par le ministre d’Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le secrétaire d’Etat allemand au ministère fédéral des Affaires économiques et de l’Energie, Frank Wetzels, en présence du secrétaire d’Etat au ministère fédéral de l’Environnement, du Climat, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, Jochen Flasbarth, précise la même source. Selon le communiqué, ce contrat permettra de renforcer la relation commerciale entre Sonatrach et VNG à travers l’augmentation des livraisons de gaz naturel, à partir du 1er janvier 2027, à destination du marché allemand. Le communiqué rappelle que Sonatrach et VNG sont partenaires dans les projets "Algeria to Europe Hydrogen Alliance" (ALTEH2A) et "South2 Corridor", visant à produire de l’hydrogène en Algérie et à l’exporter vers l’Europe. Les deux sociétés sont également liées par un memorandum d’entente portant sur l’exploration des possibilités de coopération dans des domaines d’intérêt commun, notamment l’hydrogène vert et la réduction des émissions de méthane. La signature de ce contrat confirme la solide coopération entre Sonatrach et VNG et traduit l’excellence des relations algéro-allemandes, conclut le communiqué.

R. E.

LA MINISTRE, HAUT-COMMISSAIRE À LA NUMÉRISATION, L’A AFFIRMÉ DEPUIS SHANGHAI

L’Algérie sera un partenaire actif dans l’Organisation mondiale de l’intelligence artificielle

La ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, a affirmé, depuis Shanghai (Chine), que l’Algérie sera un partenaire actif dans l’Organisation mondiale de l’intelligence artificielle, en contribuant au développement des politiques et au renforcement de la coopération entre les pays du Sud, indique, dimanche, un communiqué du Haut-Commissariat. Chargée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la ministre a signé, au nom de l’Algérie, un accord portant création de l’Organisation mondiale de l’intelligence artificielle. A ce titre, Mme Benmouloud a souligné que l’Algérie "sera un partenaire actif au sein de cette organisation, en contribuant au développement des politiques et des normes, au renforcement des capacités, ainsi qu’à la promotion de la coopération entre les pays du Sud, étant convaincue que l’intelligence artificielle doit être un outil de rapprochement, de solidarité et de développement commun". Après avoir souligné que "la position géographique de l’Algérie, en tant que porte d’entrée africaine et euro-méditerranéenne,

conforte son rôle de pôle de l’intelligence artificielle dans la région", la ministre a assuré que l’adhésion de l’Algérie, en qualité de membre fondateur de cette organisation, "reflète sa conviction que l’avenir de l’intelligence artificielle ne peut être construit que sur la base de la coopération internationale, de l’égalité des chances, du respect de la souveraineté des Etats, de la réduction de la fracture numérique et technologique, ainsi que de l’autonomisation des Etats, notamment des pays en développement, afin qu’ils puissent bénéficier équitablement des opportunités offertes par l’intelligence artificielle". L’Algérie est convaincue que cette technologie "doit refléter la diversité culturelle et linguistique de l’humanité, renforcer l’inclusion civilisationnelle et respecter l’identité des peuples", a-t-elle poursuivi, de même qu’elle "salue les objectifs et les principes qui sous-tendent cet accord, notamment l’adoption d’une approche centrée sur l’être humain, la promotion d’une innovation responsable, le renforcement des capacités, l’encouragement de la coopération scientifique et technologique, ainsi que le renforcement de la coordination dans le ca-

dre de la Charte des Nations Unies", à même de contribuer à "l’édification d’une gouvernance mondiale de l’intelligence artificielle juste et inclusive". Considérant l’IA comme "un levier essentiel pour réaliser le développement socio-économique, accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et améliorer la qualité des services publics", l’Algérie œuvre également à développer les infrastructures numériques souveraines, notamment à travers la mise en place du Portail national des services numériques (Dzair Digital Services) et l’extension des réseaux de fibre optique afin de couvrir l’ensemble du territoire national. A cela s’ajoutent la réalisation d’une infrastructure de fibre optique s’étendant vers les profondeurs du continent africain, le renforcement des capacités de connectivité internationale et le lancement du déploiement des réseaux de cinquième génération (5G). L’Algérie s’attèle, en outre, à l’élaboration de la stratégie nationale de l’IA, à même de garantir "le développement de technologies sûres, éthiques et fiables, respectueuses de la souveraineté nationale, protégeant les

données, favorisant l’innovation et contribuant à une utilisation responsable de l’IA", a-t-elle rappelé. Dans ce contexte, Mme Benmouloud a mis en exergue les efforts déployés par l’Algérie pour renforcer les capacités nationales, à travers l’investissement dans le capital humain et les jeunes talents, notamment par la création d’universités et d’instituts spécialisés, dont l’Ecole nationale supérieure de l’Intelligence artificielle (ENSIA) et l’Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM), ainsi que par le soutien à la recherche, à l’innovation, aux incubateurs et aux start-up, et le renforcement de son cadre juridique, via la loi relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel. Elle a conclu en soulignant que l’Algérie était prête à promulguer une loi relative à la numérisation, consacrant le principe des données ouvertes (open data) et des logiciels à code source ouvert (open source), et de leur réutilisation, de manière à soutenir l’innovation tout en préservant la vie privée et les droits.

APS

MIZRANA (TIZI-OUZOU)
La ferme aquacole de Mazer entre en phase de production

La ferme aquacole marine, implantée à Mazer, dans la commune littorale de Mizrana (wilaya de Tizi-Ouzou), est entrée dans sa phase de production et de commercialisation, conformément au calendrier de son cycle d'exploitation, à-on informé dimanche de auprès de la direction locale de la pêche. Dotée de huit (8) cages flottantes, la ferme « SARL Tifra » est dimensionnée pour atteindre une capacité maximale de 600 tonnes de poissons par cycle, après un processus d'élevage biologique d'une durée de 13 à 14 mois, selon la même source. Deux espèces y sont produites, à savoir la daurade royale et le loup de mer, parfaitement adaptées aux conditions hydrologiques de la baie de Tizirt, a-t-on noté. La récolte ne s'effectue pas en un seul bloc mais par vagues successives. Une première campagne partielle à d'ores et déjà permis de prélever environ 8 tonnes de poisson. Les prévisions globales de production oscillent entre 300 et 400 tonnes, lesquelles seront injectées progressivement sur les marchés sur une période s'étalant de 4 à 6 mois, a-t-on fait savoir. Outre son impact sur la production halieutique, la ferme de Mazer génère une importante dynamique d'emploi dans la wilaya, mobilisant divers corps de métiers tels que des plongeurs professionnels, des cadres techniques, des gestionnaires et du personnel de maintenance, entre autres.

R E.

TIZI-OUZOU/TRANSPORTS

Des opérations de contrôle pour garantir la qualité du service

Des opérations de contrôle inopinées et de surveillance quotidienne visant l'ensemble des professionnels du secteur des transports dans la wilaya de Tizi-Ouzou sont lancées par la Direction locale des transports en vue de garantir la qualité du service, rapporte un communiqué de cette institution.

S'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre des directives du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, cette initiative a pour objectif de renforcer le contrôle de proximité et d'élever la qualité des prestations fournies aux usagers, précise le document Ces interventions visent à renforcer le contrôle préventif, à améliorer la qualité des services de transport, ainsi qu'à garantir la sécurité des usagers et des biens. Elles interviennent en réponse à des "infractions" constatées, notamment l'absence de certains véhicules de transport sur les lignes programmées le non-respect des horaires et des itinéraires, ainsi que l'absence de tenue adaptée et professionnelle de la part de certains chauffeurs et receveurs de bus, à-on précisée. Dans le cadre de ces opéra-



tions, les agents vérifiant la conformité des conditions d'exercice de l'activité pour tous les transporteurs et leurs employés, et appliqueront avec « fermeté et rigueur » les dispositions légales en vigueur. " Tout manquement aux règles déontologiques de la profession, au devoir de réserve, ainsi que toute infraction à la législation et à la réglementation en vigueur exposeront leurs auteurs aux sanctions administratives et juridiques prévues par la loi", at-on précisé. A cet effet, la direction des transports appelle l'ensemble des opérateurs et des travailleurs du secteur à se conformer strictement aux lois et réglementations, et à faire preuve de conscience professionnelle pour préserver la sécurité et la qualité du service public.

APS

BORDJ BOU ARRERIDJ

Inauguration de 5 unités industrielles et lancement de 9 projets d'investissement à El Hamadia et Ras El Oued

Cinq unités industrielles ont été inaugurées dimanche dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj et neuf projets d'investissement ont été lancés au niveau des deux zones industrielles Ouchiche-Abdelmadjid de la commune d'El Hamadia et Belaïd-Abdeslam de la commune de Ras El Oued sous l'égide du wali Kamel Nouicer en concrétisation de la politique de l'État d'encouragement de l'investissement producteur, de valorisation du foncier industriel et d'extension de la base industrielle. Au cours de sa sortie de terrain

dans la zone industrielle Ouchiche-Abdelmadjid, le wali a visité une unité de production d'articles d'emballage plastique avant de lancer sept projets d'investissement dans les domaines de fabrication de fromages, de tapis et couvertures, de chaussures médicales, de structures, de seringues en plastique, de transformation des métaux, de produits cosmétiques, de vaporisateurs et de papier hygiénique. Il a également inauguré cinq nouvelles unités industrielles de production de couvertures, de valises et articles de voyage, de batteries,

d'acier inoxydable, de carrosseries d'automobiles, de remorques et de bennes basculantes. Dans la zone industrielle Belaïd-Abdeslam, le chef de l'exécutif local a présidé le lancement du projet de pôle de fabrication des articles scolaires et d'un autre de fabrication de mobiliers modernes. Le wali a indiqué à l'occasion que ces projets s'inscrivent dans le cadre de la dynamique d'investissement que connaît la wilaya de Bordj Bou Arreridj ainsi que de l'accompagnement des investisseurs par l'aplanissement des entraves et

l'amélioration du climat des affaires de sorte à renforcer l'attractivité aux investissements producteurs et la diversification du tissu industriel de la wilaya. Il a également ajouté que ces cinq unités industrielles entrées en activité assureront 400 postes d'emploi de sorte à consolider l'activité économique locale et élargir le tissu industriel local tandis que les projets lancés devront à terme renforcer les capacités productives de la wilaya, générer de nouveaux emplois et soutenir le développement local.

APS

BATNA

Mise en exploitation de 50 forages dans 27 communes depuis début 2026

Un total de 50 forages dans 27 communes a été mis en exploitation depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Batna, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de l'hydraulique. Dans une déclaration à l'APS, le directeur du secteur, Nadji Bencheriet, a précisé que l'opération

qui a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 95 millions de dinars, puisée du programme sectoriel, vise à "renforcer l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya notamment dans les zones reculées accusant un déficit en en la matière". L'opération a permis de mobiliser

un volume de 40.000 m3/jour au profit de plus de 250.000 habitants dans 27 communes, selon le même responsable. Le directeur de l'hydraulique a rappelé que 41 de ces 50 forages ont été mis en service au cours du mois de juillet courant à l'occasion de la commémoration du 64ème anniversaire de la fête

de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale rappelant que les travaux sont en cours pour réaliser 30 autres forages dans plusieurs communes dont 20 seront réceptionnés avant la fin du mois de septembre prochain. La wilaya de Batna a bénéficié, au cours de cette année en ma-

tière de mobilisation des ressources en eau, de l'inscription d'opérations de réalisation, d'équipement et de raccordement au réseau d'électricité de 122 forages dont les travaux de réalisation de la plupart ont été lancés, selon la même source.

APS

BOUMERDES

Un projet pour renforcer l'alimentation en eau potable à Cap Djinet

La wilaya de Boumerdes a lancé un projet visant à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) de 3.400 familles (soit près de 10.000 habitants) des villages de la partie-sud de la commune de Cap Djinet, à l'est de la wilaya, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Financé conjointement par le secteur des ressources en eau et le budget de la wilaya, ce projet, lancé dernièrement en travaux, a pour objectif de renforcer l'AEP dans cette partie de la commune de Cap Djinet,

selon un exposé présenté à la wali de Boumerdes, Fouzia Naama, lors d'une visite d'inspection de projets de développement à travers la wilaya. Cette opération vise également à améliorer les capacités du réseau de distribution d'eau et assurer la continuité du service en vue d'améliorer les conditions de vie des habitants tout en contribuant au maintien des populations dans leurs localités. Pour rappel, le secteur des ressources en eau de la wilaya de Boumerdes a bénéficié, entre 2024 à ce jour, de 23

projets de développement. Les plus importants étant la mise en service de la station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Cap Djinet, le système d'alimentation en eau du village de Zougara-Ouled Ziane et l'équipement de deux (2) stations de pompage à Larbaâta. D'autres opérations portent sur le raccordement des villages du sud de Tidjelabine à un réseau de 22 km de long, la mise en service de trois (3) stations de pompage au profit de 5.000 habitants, le raccordement à distance des stations de dessalement

de Corso et Cap Djinet 2, ainsi que la réhabilitation de six (6) stations de pompage et le renouvellement des conduites d'adduction des communes de Boumerdes, Ouled Moussa, Larbaâta et Khemis El-Khechna. L'AEP de la wilaya de Boumerdes est principalement assurée par le système des transferts à partir du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou), outre les barrages de Keddara, Hamiz et Beni Amrane, et les eaux dessalées produites par les SDEM de Cap Djinet 1 et 2 et de Corso.

Agence

La nouvelle barre de recherche de Google, alimentée par l’IA, menace de bouleverser le journalisme

Le journalisme indépendant a besoin d’une bouée de sauvetage pour survivre, alors que Google incite les lecteurs à se tourner vers des résumés générés par l’IA au lieu de liens vers des articles de journalistes.

3^e partie et fin

Par Negin Owliaei, Maya Schenwar, Ziggy West Jeffery

80 % de notre budget annuel de 3 millions de dollars provient exclusivement de petits donateurs. Parmi eux, 8 000 lecteurs nous soutiennent par des dons mensuels. En 2018, lorsque Facebook a décidé de limiter la diffusion des publications des organisations, empêchant ainsi les lecteurs de voir de nombreux articles partagés par les médias qu’ils avaient choisi de suivre, le trafic total de Truthout a chuté de 40 %, car la quasi-totalité de notre trafic provenant de cette plateforme a disparu. Les conséquences des changements imminents apportés au moteur de recherche de Google s’annoncent encore plus spectaculaires. Google Search est notre principale source de trafic ; c’est par ce biais que 27 % de nos lecteurs nous trouvent. Et les visiteurs qui nous trouvent via Google Search sont plus enclins à rester plus longtemps, à s’intéresser à notre travail et à faire un don que ceux qui nous trouvent via les réseaux sociaux. Si ne serait-ce que la moitié de ces 27 % venait à disparaître, cela aurait un impact dévastateur sur notre journalisme. Truthout n’est qu’un exemple parmi d’autres ; les organes de presse de tous horizons seront durement touchés par cette nouvelle initiative de Google, tout comme ils l’ont été par le changement algorithmique soudain opéré par Meta. C’est l’ensemble de l’écosystème journalistique qui en subira les conséquences, en particulier les éditeurs indépendants et les sites d’information qui dépendent du trafic et ne bénéficient pas du soutien financier des grandes entreprises.

Comment résister ?

Le changement soudain opéré par Google Search nous pose une question cruciale, qui ne concerne pas seulement le journalisme, mais aussi l’avenir de l’humanité : quelle part de notre autonomie allons-nous céder à l’IA ? Dans quelle mesure allons-nous adopter une attitude résignée du genre « tant pis » ? Ou bien chercherons-nous des moyens créatifs de résister, même lorsqu’il peut sembler impossible de s’opposer aux plus grandes entreprises de la planète ? Nous ne devons pas nous laisser piéger par une vision des choses fondée sur l’inévitabilité. Lorsqu’on se penche sur les questions relatives à l’avenir de l’IA, il est utile de se rappeler comment les gens (oui, de vrais êtres humains) perçoivent tout cela. En réalité, la plupart des Américains s’inquiètent de l’IA. En effet, dans un pays profondément divisé, l’IA est en quelque sorte une cause fédératrice. Une large majorité d’Américains estime que les « risques sociétaux » liés à l’IA sont élevés,

et la plupart craignent que l’IA ne perturbe les relations humaines et n’entrave la créativité. Dans ce pays, les gens sont nettement plus inquiets qu’enthousiastes face à l’imbrication de l’IA dans la vie quotidienne. Parallèlement, tous bords politiques confondus, la plupart des Américains s’opposent à la construction de centres de données dans leurs communautés. Il s’agit là d’une base mobilisable. Pourquoi un avenir entièrement dominé par l’IA serait-il inévitable, alors que la plupart des gens n’en veulent pas vraiment ? Au lieu de considérer que les dés sont jetés, imaginons un monde dans lequel la vague de menaces liées à l’IA servirait de catalyseur à un vaste mouvement. Ce mouvement n’est pas seulement une aspiration : il a déjà commencé. C’est dans les luttes locales contre les centres de données que l’on observe certaines des initiatives les plus prometteuses de ces dernières années. Les communautés s’opposent à des géants du monde des affaires tels que Blackstone, BlackRock et xAI. Et de l’Arizona à New York, en passant par le Wisconsin et au-delà, elles remportent souvent la victoire. Selon Data Center Watch, en 2025, les efforts d’opposition locale ont empêché ou retardé la construction de dizaines de centres de données, représentant au total environ 156 milliards de dollars d’investissements. En attendant, nous pouvons tous réagir à l’orientation prise par Google vers l’IA en prenant des mesures concrètes pour soutenir les médias indépendants et rejeter l’idée selon laquelle cette évolution serait « inévitable ». Au lieu de nous précipiter sur les réseaux sociaux ou un moteur de recherche pour nous informer, revenons à la consultation directe des sites d’actualités. Chacun d’entre nous peut dresser une liste de publications de confiance à consulter chaque

jour. Ajoutez vos sites préférés à vos favoris et revenez-y régulièrement. Abonnez-vous aux newsletters de vos publications de confiance et créez des filtres pour que ces newsletters arrivent dans votre boîte de réception principale plutôt que dans le dossier « spam » ou « promotions ». Abonnez-vous à des publications papier. Engagez-vous à simplement lire les actualités. Mettez davantage sur l’éducation aux médias, en faisant preuve de discernement et d’esprit critique lorsque vous lisez ou regardez les actualités. À une époque où les grandes entreprises tentent littéralement de nous dicter ce que nous devons croire, ces engagements constituent des actes de rébellion. De plus, étant donné que la priorité écrasante accordée à l’IA par Google Search aura de graves répercussions sur les revenus de nombreux médias, il est temps de soutenir le journalisme indépendant non seulement par votre lecture, mais aussi par vos dons. Si vous en avez les moyens, faites un don, quel qu’en soit le montant. Sans le soutien financier des lecteurs et des spectateurs, de nombreux organes de presse indépendants seront laissés pour compte face à l’avancée fulgurante de l’IA. Pour les fondations et les grands donateurs, le message est clair : il est temps de soutenir financièrement nos organes de presse pendant que nous expérimentons et recherchons de nouvelles façons d’élargir notre audience et de générer du trafic. Nous avons besoin d’une marge de manœuvre pour tenter de nouvelles approches, pour tester des stratégies visant à explorer un univers en ligne au-delà de Google. Le financement de ces expériences ne profite pas seulement à une seule organisation, ni même à un seul secteur : à mesure que les organes de presse mettent au point de nouvelles méthodes pour tou-

cher leurs lecteurs, nous pouvons partager ces stratégies avec d’autres groupes, élargissant ainsi les possibilités pour les associations locales, les syndicats et bien d’autres encore d’entrer en contact avec les gens d’une manière qui ne soit pas dictée par les caprices des plateformes des grandes entreprises. Le journalisme d’investigation est un bien public essentiel, et alors que Google et Meta mènent une guerre algorithmique contre lui, il est primordial de le protéger. Les fondations, les donateurs et les acteurs du monde des affaires devraient accorder la priorité au journalisme au même titre qu’à d’autres enjeux urgents, en reconnaissant que l’information fiable constitue un rempart contre la montée du fascisme. Enfin, nous devons tous adopter un état d’esprit de résistance face à la pente glissante de l’IA. Chaque jour, nous avons la possibilité de choisir une autre voie. Résistons à l’idée que tout est inévitable. Résistons à l’inertie. Notre capacité à accéder aux faits — et à distinguer la vérité de la désinformation — est en jeu. Comment allons-nous riposter ?

(*) Negin Owliaei est rédactrice en chef de Truthout. Journaliste primée, elle a auparavant travaillé pour « The Take », le podcast d’actualité quotidien phare d’Al Jazeera. (*) Maya Schenwar est directrice du Centre Truthout pour le journalisme citoyen. Elle est également présidente du conseil d’administration de Truthout. (*) Ziggy West Jeffery est directeur général de Truthout et coprésident du conseil d’administration de The Real News Network. Il est un fervent défenseur des médias indépendants et de la justice sociale. Vous pouvez le suivre sur Bluesky.

Source: Truthout, publié le 09/06/2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises



TUNISIE

L’huile d’olive, une
filière clé de
l’agriculture tunisienne

Source significative de devises (2,4% du PIB en 2025) et facteur de stabilité socio-économique (1 M d’emplois ruraux), l’huile d’olive occupe une place centrale dans l’agriculture et l’économie nationale. Cependant, la filière oléicole tunisienne est vulnérable au changement climatique, au stress hydrique, ainsi qu’à la cyclicité du marché, et reste confrontée au défi de la valorisation de sa production, toujours très majoritairement exportée en vrac (pour près de la moitié vers le marché européen). La campagne oléicole 2024/2025, marquée par le retournement des prix mondiaux, a illustré ces fragilités. Dans ce contexte, les autorités tunisiennes ont sollicité un assouplissement des conditions tarifaires d’accès au marché européen.

La Tunisie figure parmi les plus grands producteurs et exportateurs d’huile d’olive mondiaux. Pour la campagne oléicole 2024/2025, elle était 3ème producteur mondial avec 340 kt (10% de la production mondiale), derrière l’Espagne et la Turquie. La campagne 2025/2026 s’annonce encore meilleure grâce à une bonne pluviométrie, avec une hausse attendue de la production de 32%, à 450 kt. Le secteur oléicole pèse entre 1% et 3,4% du PIB selon les campagnes, dont le rendement dépend des conditions météorologiques. L’essentiel de la production est exporté : 275 kt pour la campagne 2024/2025, soit 81% de la production, ce qui a représenté 4,1 Mds TND (1,2 Md EUR) de devises en 2025. Pour la campagne 2025/2026, une hausse de 49% des exportations en volume est observée sur les six premiers mois de 2026, ce qui fait de la Tunisie le 2nd exportateur mondial derrière l’Espagne. La consommation domestique d’huile d’olive est en revanche très réduite (45 kt pour la campagne 2024/2025). L’huile d’olive tunisienne est exportée principalement vers l’UE (53% des exportations en 2025), et à 85% sous forme de vrac pour la mélanger avec d’autres huiles locales. Les pays importateurs réexportent ensuite une part significative de cette huile, en particulier dans le cadre du régime douanier du perfectionnement actif. Seulement 15% de l’huile tunisienne est exportée conditionnée. La filière oléicole tunisienne est particulièrement exposée aux aléas climatiques et au stress hydrique, alors que le pays connaît des épisodes de sécheresse plus fréquents. La variabilité de la production entraîne par conséquent une importante cyclicité des prix. Par ailleurs, l’oléiculture tunisienne repose surtout sur de petites exploitations qui peinent à investir. Cette structure fragmentée se traduit par un sous-investissement chronique dans les infrastructures essentielles à la productivité, limitant les perspectives de modernisation. Enfin, le modèle économique du secteur oléicole, centré sur les exportations en vrac, n’est pas propice à sa montée en gamme. Ainsi, la filière cherche à accroître sa valeur ajoutée, notamment par le développement de la production d’huile d’olive conditionnée. Mais plusieurs facteurs freinent l’émergence d’une filière oléicole compétitive, dont : (i) des capacités limitées de conditionnement ; des difficultés d’approvisionnement en intrants ; et une faiblesse marketing relative de la marque-pays Tunisie

ÉGYPTE

La cuve du réacteur n°2
de la centrale nucléaire d’El-Dabaa
installée

Face à une demande d’électricité en forte croissance et à la nécessité de diversifier son mix énergétique, l’Égypte poursuit le développement de la centrale nucléaire d’El-Dabaa, un projet stratégique appelé à renforcer durablement ses capacités de production électrique.

Le groupe russe Rosatom a indiqué avoir achevé, jeudi 9 juillet, l’installation de la cuve sous pression du réacteur de l’unité 2 de la centrale nucléaire d’El-Dabaa, en Égypte. Selon le communiqué de l’annonce, cet équipement stratégique de plus de 340 tonnes a été positionné au centre du bâtiment réacteur, marquant une nouvelle étape dans l’avancement du chantier.

La cuve abritera le cœur du réacteur, où se déroule la réaction de fission nucléaire contrôlée. Conçue pour résister à des températures et pressions élevées, elle constitue l’un des principaux équipements de sûreté de l’unité. « Il s’agit d’une étape importante, non seulement pour cette unité, mais aussi

pour l’ensemble du projet. Elle nous permet de passer à la prochaine étape clé : le soudage de la conduite principale de refroidissement », a déclaré Alexey Likhachev, directeur général de Rosatom, maître d’œuvre et entrepreneur général du projet.

Un projet clé pour diversifier
la production électrique

La première cuve avait été installée le 19 novembre 2025, lors d’une cérémonie suivie par les présidents Abdel Fattah al-Sissi et Vladimir Poutine. Le président égyptien avait alors présenté l’opération comme une étape faisant progresser l’achèvement de la centrale. Première centrale nucléaire d’Égypte,

El-Dabaa comprendra quatre réacteurs VVER-1200 de génération III+, représentant une capacité brute totale de 4 800 MW.

Les contrats entrés en vigueur en décembre 2017 prévoient également la fourniture du combustible russe pendant toute la durée de vie de la centrale et un appui à son exploitation durant ses dix premières années. Avec deux cuves désormais installées, le chantier progresse simultanément sur ses premières unités. À terme, El-Dabaa devrait contribuer à diversifier un système électrique égyptien encore fortement dépendant du gaz naturel, parallèlement à l’intégration des énergies renouvelables.

Agence

LIBYE

Le PNUD publie son rapport annuel 2025

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a publié le 15 juillet son rapport annuel sur la Libye, qui dresse un bilan des actions menées en 2025. Sur le plan économique, le rapport met en avant une stratégie fondée sur la diversification de l’économie, le soutien au secteur privé et l’amélioration du climat des affaires. En 2025, les programmes du PNUD ont notamment permis la création de 237 emplois et l’accompagnement de 30 start-ups grâce à des dispositifs d’incubation, des subventions et des formations à l’entrepreneuriat. L’accès au financement des petites entreprises figure également parmi les priorités. À cet égard, le lancement de l’initiative Tameen vise à développer la microfinance islamique et à renforcer les opportunités économiques dans les zones affectées par les conflits. Le rapport souligne par ailleurs le partenariat entre la France et le PNUD pour soutenir la relance économique de l’est du pays à la suite de la tempête Daniel, à travers l’octroi de subventions et de formations à 120 entrepreneurs locaux. Plus largement, le PNUD estime que le renforcement des capacités des collectivités locales, l’amélioration de la gouvernance Depuis 2021, la Libye a progressivement reconstruit son secteur pétrolier après des années de conflit. La National Oil Corporation enchaîne les records de production et multiplie les partenariats avec les grandes compagnies internationales. La Libye a franchi lundi 15 juin une étape clé dans sa stratégie de relance

pétrolière. La Nationale Oil Corporation (NOC) a signé des contrats de partage de production (PSC) avec plusieurs compagnies internationales. L’annonce a été faite par le président de l’entreprise pétrolière publique, Masoud Suleiman. Les contrats ont été signés avec l’espagnol Repsol et Turkish Petroleum Corporation (TPAO), l’italien Eni et le Qatar QatarEnergy, ainsi qu’un consortium regroupant le hongrois MOL Group, TPAO et Repsol. Ils font suite aux résultats de l’appel d’offres annoncés en février, lors desquels plusieurs compagnies avaient obtenu des licences d’exploration sur des blocs libyens. « Ces accords reflètent une confiance croissante dans le secteur pétrolier et gazier libyen et soutiendront la croissance de l’exploration, du développement et de la production », a déclaré le patron de la NOC dans un communiqué de la compagnie. Ces contrats introduisent également un nouveau cadre pour le partage des revenus pétroliers entre la NOC et ses partenaires étrangers, baptisé EPSA V, soit la cinquième génération des accords d’exploration et de partage de production signés en Libye depuis les années 1970. Le modèle précédent, l’EPSA IV, en vigueur depuis 2005, était jugé peu attractif par les investisseurs, car il leur laissait une faible part des bénéfices tout en exigeant des versements initiaux importants. Le nouveau modèle corrige ce déséquilibre en offrant de meilleures conditions de partage des profits, dans le but d’attirer davantage de capitaux étrangers.

Cette signature intervient près de vingt ans après le dernier appel d’offres pétrolier libyen, organisé en 2007 sous le régime de Mouammar Kadhafi. Depuis, la révolution de 2011, la guerre civile et les divisions persistantes entre factions rivales avaient rendu tout nouveau cycle d’attribution impossible. L’appel d’offres lancé en 2025, dont les résultats ont été annoncés en février 2026, marque donc une rupture significative dans l’histoire pétrolière du pays. Trente-sept compagnies s’étaient pré-qualifiées pour participer, dont Shell, BP, ExxonMobil, TotalEnergies, Eni et QatarEnergy. Seuls cinq blocs sur vingt ont finalement trouvé preneurs, ce que Jalel Harchaoui, chercheur spécialisé sur la Libye au Royal United Services Institute (RUSI) à Londres, a qualifié de résultat peu convaincant, évoquant des négociations privées parallèles menées par certaines grandes compagnies en dehors du processus d’appel d’offres. La signature des contrats ce lundi constitue néanmoins le passage de l’attribution des licences à leur concrétisation juridique et commerciale. En mai, la NOC a enregistré ses revenus mensuels les plus élevés en dix ans, soit environ 4 milliards de dollars. Sa production a atteint 1,43 million de barils par jour en avril, son plus haut niveau depuis une décennie, d’après The National. En avril, le pays a par ailleurs approuvé son premier budget unifié en 13 ans, allouant l’équivalent d’environ 1,9 milliard de dollars à la société d’État.

Synthèse R I.

NAMIBIE

Windhoek obtient l'accès au marché chinois pour l'exportation de raisins de table

Troisième exportateur africain de raisins de table après l'Afrique du Sud et l'Égypte, la Namibie reste à l'affût de nouvelles opportunités commerciales pour renforcer sa position. Windhoek veut capitaliser sur ses relations commerciales avec la Chine pour accroître ses exportations dans la filière.

Synthèse Rédaction Internationale

En Namibie, les exportateurs de raisins de table peuvent désormais expédier leur cargaison vers la Chine. Selon les informations relayées par le média local The Brief, un protocole phytosanitaire encadrant les conditions d'exportation du fruit vers le pays asiatique a été signé le 10 juillet dernier entre le ministre namibien de l'Agriculture et l'Administration générale chinoise des douanes. L'accord définit les exigences sanitaires que devront respecter les producteurs namibiens pour accéder au marché chinois. Les cargaisons devront notamment être exemptes de ravageurs de quarantaine et de contamination par le sol. Le protocole prévoit également l'enregistrement des vergers, des stations de conditionnement et des installations de traitement par le froid, ainsi que la mise en place de systèmes de traçabilité et de contrôles avant expédition. Cette ouverture intervient alors que le raisin de table est le moteur des exportations horticole du pays. Les données compilées sur la plateforme

Trade Map montrent en effet que le pays d'Afrique australe a placé près de 45 400 tonnes de raisins en moyenne par an sur le marché international entre 2021 et 2025, avec un pic de 50 000 tonnes enregistré en 2022. Sur la même période, les recettes engrangées ont grimpé de près de 26,15 %, passant de 65 millions \$ à 82 millions \$. Jusque-là, les principaux marchés des raisins namibiens étaient situés en Europe, notamment aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Allemagne. L'accès au marché chinois offre donc aux producteurs une possibilité de réduire leur dépendance à ces destinations traditionnelles et de capter de nouvelles parts de marché. En 2025, l'Empire du Milieu a par exemple importé près de 117 000 tonnes de raisins de table, pour une valeur estimée à 313 millions USD. Le défi pour les producteurs namibiens sera de convertir l'accès réglementaire à ce marché en volumes commerciaux significatifs, face à la concurrence d'autres grands exportateurs déjà bien établis comme l'Australie, le Chili, le Pérou,

l'Ouzbékistan ou encore l'Afrique du Sud. Il faut rappeler que depuis le 1er mai 2026, la Chine applique un traitement tarifaire nul à 100 % des lignes tarifaires pour les importations en provenance de 53 pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, dont la Namibie. Un avantage sur lequel la filière namibienne peut capitaliser pour se faire plus de place sur le marché asiatique. D'un autre côté, l'ouverture à un plus grand nombre de marchés peut encourager les investissements dans les infrastructures de conditionnement, la chaîne du froid et l'amélioration des standards de production. En effet, la Namibie sous-exploite encore largement le potentiel de production fruiticole dont elle dispose. Selon une étude publiée par le Conseil agronomique namibien (NAB), le pays dispose de près de 6 700 hectares de terres agricoles convenables au développement de la production fruiticole, mais n'exploitait que 17 % de ce potentiel jusqu'en 2021.

CÔTE D'IVOIRE

Après le sucre, le français SOMDIA relance ses ambitions dans le maïs

En Côte d'Ivoire, le groupe agro-industriel SOMDIA, historiquement présent dans le sucre et ses activités connexes à travers SUCAF-CI, veut désormais élargir son empreinte aux chaînes de valeur du maïs. Cette orientation confirme la volonté du groupe de se diversifier dans l'agro-industrie. À travers sa filiale Sucrerie africaine de Côte d'Ivoire (SUCAF-CI), le groupe français SOMDIA prévoit un programme d'investissement de 100 milliards FCFA (173,8 millions \$) sur cinq ans dans le cadre d'un nouveau contrat-plan avec le gouvernement ivoirien. C'est ce qui ressort d'une rencontre qui s'est tenue le 10 juillet dernier entre Bruno Koné, ministre de l'Agriculture, et Olivier Parent, PDG de l'entreprise. Selon les autorités, ce nouveau contrat-plan doit permettre d'« accroître la production sucrière nationale, consolider la filière alcool et impulser un projet structurant dans la filière maïs ». Pour l'heure, les contours techniques et le calendrier de mise en œuvre de ce plan d'investissement n'ont pas encore été détaillés.

Une ambition ancienne dans le maïs renouvelé

L'intérêt de SOMDIA pour le maïs ne date pas de cette annonce. En 2019, SUCAF-CI avait déjà annoncé son inten-

tion de créer une Compagnie fermière ivoirienne (CFI), une structure destinée à développer une production industrielle de maïs. Dans le cadre de son programme de développement en Afrique baptisé « Cap 2027 », le groupe français avait également annoncé en 2024 un projet d'unité de transformation du maïs en Côte d'Ivoire, avec une capacité envisagée de 15 000 tonnes par an. Selon les informations relayées par le média français Classe export ce projet en gestation depuis plus longtemps aurait été retardé pour plusieurs raisons, dont l'apparition de la Covid-19. Dans ce contexte l'annonce du nouveau contrat-plan remet le maïs parmi les axes de diversification du groupe. Par ailleurs, SOMDIA dispose déjà d'une expérience dans la transformation industrielle de maïs en Afrique. Au Cameroun, le groupe développe cette activité à travers la Compagnie Fermière Camerounaise (CFC), dont l'unité industrielle inaugurée en 2021 transforme le maïs en gritz destiné aux brasseries, en farine alimentaire ainsi qu'en produits utilisés dans l'alimentation animale. Cette expérience peut servir de base au développement du projet envisagé en Côte d'Ivoire. Au-delà de l'intérêt renouvelé pour le maïs, le programme d'investissement quinquennal dévoilé par SOMDIA devrait aussi permettre au groupe de

consolider sa position dans l'industrie sucrière et les activités connexes à travers sa filiale SUCAF-CI.

Renforcer un modèle agroindustriel intégré autour du sucre

Créée en 1997, SUCAF-CI appartient au groupe SOMDIA depuis 2010. L'entreprise exploite deux complexes sucriers implantés à Ferkessédougou, dans le nord de la Côte d'Ivoire. Avec une production annuelle supérieure à 120 000 tonnes de sucre commercialisé sous la marque « Princesse Tatie », SUCAF-CI s'impose déjà comme le principal opérateur sucrier du pays. En mai 2026, l'entreprise a inauguré une distillerie sur son complexe sucrier de Ferké 2, dans la région du Hambol. Cette unité qui a nécessité un investissement de 18 milliards de francs CFA (32 millions \$), dispose d'une capacité annuelle de production de 12 millions de litres d'alcool extra-neutre. L'unité valorise la mélasse, un sous-produit issu de la transformation de la canne à sucre, pour produire de l'alcool destiné aux industriels locaux et réduire le recours aux importations. Avec le projet en gestation dans la filière maïs, SOMDIA confirme sa volonté de se diversifier en dehors du sucre, qui est jusque-là son cœur de métier en Côte d'Ivoire.

R I.

NAMIBIE

ReconAfrica prouve l'existence de gaz sous le désert du Kalahari

La Namibie est actuellement l'une des destinations pétrolières les plus prometteuses d'Afrique, mais ce statut repose jusqu'ici sur des découvertes en mer. A terre, tout reste à prouver. C'est l'objectif d'un test lancé le mois dernier par ReconAfrica, dans le bassin de Kavango. La société canadienne ReconAfrica a annoncé le jeudi 16 juillet que son puits d'exploration Kavango West 1X a produit du gaz naturel et des liquides lors des tests de la formation Elandshoek, dans le nord-est de la Namibie. C'est la première fois que des hydrocarbures remontent à la surface depuis le sous-sol terrestre namibien. Dans le détail, les équipes ont testé trois zones de la formation Elandshoek sur 163 mètres de profondeur. La zone supérieure a produit du gaz naturel lors de 3 tests distincts, pour un total d'environ 24 heures de production. Des échantillons ont été collectés et envoyés dans des laboratoires aux États-Unis pour analyse. Tous les autres hydrocarbures produits ont été brûlés à la torche sur le site. ReconAfrica met cependant en garde contre une interprétation trop optimiste. En raison des limitations des équipements utilisés, il n'a pas été possible de mesurer avec précision les débits de production. La compagnie précise que ces résultats préliminaires « ne sont pas déterminants pour le débit auquel ce puits entrera en production, ni indicatifs des capacités de production futures ».

Agence

SÉNÉGAL

Dakar Mobilité et Sonatel lancent un partenariat pour digitaliser le transport

Utilisée pour les paiements et services du quotidien, l'application Max it élargit son écosystème au Sénégal. Son intégration au transport public marque une nouvelle étape de cette stratégie numérique. Le concessionnaire du Bus Rapid Transit (BRT), Dakar Mobilité, et le groupe Sonatel ont signé, le lundi 14 juillet, une convention de partenariat pour accélérer la numérisation des services du réseau. L'accord prévoit l'intégration progressive de l'application Max it, qui permettra aux voyageurs d'acheter leurs titres de transport, de recharger leurs abonnements et d'accéder, à terme, à d'autres services numériques liés à leurs déplacements. « Ce partenariat s'inscrit pleinement dans notre vision d'un transport durable et innovant », a déclaré Cheikh Yatt Diouf, directeur général de Dakar Mobilité. Selon lui, cette collaboration doit contribuer à améliorer l'expérience des voyageurs tout en accélérant l'adoption des services numériques sur le réseau. Au-delà de la billetterie, les deux partenaires envisagent d'intégrer progressivement le rechargement des cartes de transport, des solutions de financement via Orange Banque, le déploiement du Wi-Fi dans les stations, ainsi que l'exploitation des données afin d'optimiser la gestion des flux de passagers. Sonatel bénéficiera également d'espaces publicitaires sur le réseau, notamment à travers l'habillage des bus et des stations.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes résistent dans l’attente de la BCE

Les Bourses européennes manifestent une certaine résistance face à l'escalade militaire des derniers jours au Moyen-Orient, alors que l'attention des investisseurs se tourne davantage vers les nombreux rendez-vous de la semaine, en particulier la prochaine réunion de politique monétaire de la BCE.

Vers 10h15, l'indice CAC 40 grappille 0,1% vers 8 350 points, tandis que le STOXX Europe 600, le DAX de Francfort et le FTSE MIB de Milan évoluent à peu près à l'équilibre, que l'IBEX 35 gagne 0,2% à Madrid et que le FTSE 100 de Londres recule de 0,4%.

L'escalade militaire se poursuit au Moyen-Orient

"Au cours du week-end, le conflit s'est nettement intensifié, avec une nouvelle vague d'attaques de type "oeil pour oeil" soulignant à quel point la situation se détériore rapidement", souligne Deutsche Bank dans sa note matinale. La banque allemande rappelle ainsi que des frappes américaines ont touché des cibles dans le sud de l'Iran, tandis que trois militaires américains ont été tués en Jordanie et en Irak, et que l'Iran a étendu sa riposte au-delà des sites militaires, en ciblant des infrastructures critiques à travers le Golfe. "Les perspectives d'une percée diplomatique restent faibles, le ministre iranien des Affaires étrangères Araghchi suggérant que certaines questions nucléaires pourraient rester insolubles", souligne en outre Deutsche Bank. Enfin, elle note une intensification des tensions dans le détroit d'Ormuz, l'Iran affi-

chant une position beaucoup plus ferme sur les flux maritimes et affirmant avoir intercepté des navires tentant de transiter par cette voie navigable. Dans un tel contexte, les cours du pétrole font logiquement preuve de fermeté, sans toutefois s'envoler, avec un baril de WTI autour de 82,4 USD et un baril de Brent autour de 88,1 USD, en ce début de semaine qui sera notamment marqué par la réunion de la Banque centrale européenne.

La BCE attendue au tournant

"L'attention se porte sur la dernière réunion de la BCE avant la pause estivale. Aucune mesure de politique monétaire n'est attendue, mais nous pourrions en savoir plus sur le calendrier de la prochaine révision du cadre opérationnel", estime à ce sujet Société Générale. "Les hostilités renouvelées au Moyen-Orient et la hausse des prix de l'énergie maintiennent la porte ouverte à une nouvelle hausse des taux en septembre, mais nous sommes moins convaincus de la nécessité d'un resserrement supplémentaire au-delà", poursuit la banque française. Selon Société Générale, une hausse en septembre maintiendrait une orientation de politique monétaire globalement neutre tout en évitant une réponse tardive, permettant ainsi d'évaluer plus tard cette année

l'ampleur des effets indirects et de second tour sur les salaires. Outre la décision de la BCE prévue jeudi, la semaine sera également marquée par plusieurs indicateurs d'activité en Europe, dont l'indice ZEW du sentiment économique en Allemagne (mardi), l'indice du climat des affaires en France (jeudi) et les indices PMI préliminaires du mois de juin (vendredi). Ces prochains jours seront aussi rythmés par de nombreuses publications trimestrielles d'entreprises, notamment celles de Novartis, Santander, Iberdrola, Nestlé, SAP, TotalEnergies et BNP Paribas en Europe, ainsi que celles de 3M, Alphabet, Tesla, AT&T, Intel, RTX et American Express aux Etats-Unis.

Ryanair en chute après des résultats trimestriels décevants

Pour l'heure, Ryanair décroche de 6% à Du-

blin, sanctionnée après la publication d'un bénéfice du 1er trimestre fiscal en recul d'un tiers, pénalisé par la baisse des tarifs et la hausse des coûts du carburant, dans un contexte de tensions persistantes au Moyen-Orient. Clariant cède 4% à Zurich, à la suite de la révélation d'une demande d'indemnisation de 1,3 MdUSD déposée par Dow Europe pour violation présumée du droit de la concurrence dans le secteur de l'éthylène à l'encontre du chimiste suisse, qui rejette ces accusations. Munters gagne en revanche 3% à Stockholm. Le numéro un mondial des solutions climatiques pour centres de données salue un carnet de commandes du 2e trimestre record, à 8,7 MdsSEK, grâce à une demande explosive dans les infrastructures numériques.

Agence

BOURSE ZURICH

Le SMI limite ses pertes avant une avalanche de résultats

La Bourse suisse réduisait ses pertes lundi matin, en entame d'une semaine marquée par la publication d'une quarantaine de résultats d'entreprises helvétiques à laquelle s'ajoutera jeudi la décision de politique monétaire de la Banque centrale européenne. Le tout dans un contexte de poursuite de la guerre au Moyen-Orient. "Le weekend dernier n'a pas été particulièrement encourageant, ce qui pourrait freiner l'enthousiasme des investisseurs, déjà prudents, en ce lundi matin", a constaté Andreas Lipkow, analyste à CMC Markets. Hormis la vague de résultats d'entreprises en Suisse et à l'international, la BCE captera l'attention jeudi. L'institut d'émission francfortois "maintiendra ses taux d'intérêt inchangés en juillet, tout en conservant une approche strictement fondée sur les données, réunion par réunion", a estimé Michael Krautzberger, directeur des investissements d'Allianz Global Investors. Mais l'expert ne pense "pas que cette réunion aura un impact majeur sur les marchés, d'autres événements domineront

l'actualité à court terme". Au Moyen-Orient, les affrontements se poursuivaient en effet sans relâche entre l'Iran et les Etats-Unis. Malgré cette situation, les prix du pétrole ralentissaient quelque peu. Le Brent, après avoir dépassé les 90 dollars, repassait sous ce niveau et évoluait, vers 10h50, en hausse de 0,05% à 88,13 dollars. Le WTI gagnait 1,89% à 84,05 dollars. Polypeptide passe sous pavillon coréen A la Bourse suisse vers 10h50, l'indice vedette SMI abandonnait 0,23% à 14'311,10 points, après avoir ouvert en baisse de 0,66%. Le SLI reculait de 0,27% à 2292,14 points et le SPI abandonnait 0,25% à 20'105,40 points. La majorité des valeurs vedettes restait dans le rouge, les plus fortes baisses étant désormais inscrites par Givaudan (-1,2%), Novartis (-1,1%) et Galderma (-1,1%). Le géant pharmaceutique bâlois publiera mardi ses résultats trimestriels, les analystes interrogés par AWP tablant sur une stagnation des ventes et un recul de la rentabilité.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Juillet 2026

Valeur : 22 Juillet 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.9253	132.9403
1	EUR	EURO		152.0665	152.1103
1	GBP	POUND STERLING		178.9758	179.0442
100	JPY	JAPANESE YEN		81.8354	81.8497
1	CNY	CHINESE YUAN		19.6284	19.6332
1	CHF	SWISS FRANC		164.6134	164.6931
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.8789	94.9235
1	DKK	DANISH KRONE		20.3411	20.3475
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7742	13.7783
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.7967	13.8177
1	AED	UAE DIRHAM		36.1889	36.1949
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3948	35.4007
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.9964	432.1856
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.7282	45.1778
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2537	14.2553
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7307	20.8370
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3215	3.3318
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.6390	180.6390

FRANCE

Paris évolue prudemment, le Moyen-Orient pèse

La Bourse de Paris est gagnée par la prudence lundi, en raison de la poursuite des frappes au Moyen-Orient entre Washington et Téhéran, qui provoque une nouvelle hausse des prix du pétrole et des taux d'intérêt des emprunts d'Etat. Vers 09H30 (heure de Paris), le CAC 40 était à l'équilibre (+0,02%) à 8.340,87 points, grappillant seulement 0,70 point. Vendredi, l'indice vedette Parisien avait perdu 0,47%, à 8.339,81 points. "Le week-end écoulé n'a pas vraiment apporté de nouvelles positives susceptibles de doper l'appétit d'achat des investisseurs", a expliqué Andreas Lipkow, analyste de CMC Markets. La reprise des frappes mutuelles en-

tre l'Iran et les Etats-Unis au Moyen-Orient a mis fin aux espoirs d'une issue diplomatique suscités par le protocole d'accord signé par les deux pays le 17 juin et provoque une nouvelle envolée des prix du pétrole. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale, a dépassé dans la nuit la barre des 90 dollars, pour la première fois depuis juin. Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils avaient mené des frappes sur l'Iran pour la neuvième nuit consécutive. Téhéran a riposté une nouvelle fois par des frappes dans le Golfe, revenant à l'attaque de deux pétroliers dans le détroit d'Ormuz. Cette "intensification des tensions (...) ravive les craintes inflationnistes", a relevé John Plassard, ana-

lyste de Cité Gestion Private Bank. Dans ce contexte, les taux d'intérêt des dettes d'Etat européens, déjà perchés à des niveaux élevés, poursuivent leur course en avant. Le rendement à échéance dix ans de l'emprunt français se hissait à 3,95%, se rapprochant dangereusement du seuil symbolique de 4,00%, un niveau pas atteint depuis 2009. Son équivalent allemand, référence en Europe, atteignait 3,15%, contre 3,12% vendredi.

Les semi-conducteurs en alerte

Les places financières sont aussi secouées depuis plusieurs jours par un mouvement de vente important des valeurs du secteur des semi-conduc-

teurs, qui bénéficient des investissements massifs des géants de la tech pour développer l'intelligence artificielle (IA). Les investisseurs doutent en effet de plus en plus de la rentabilité future de ces dépenses et des valorisations boursières gigantesques de ces entreprises, qui ont soutenu les marchés d'actions depuis mars. Résultat, depuis plusieurs jours, les titres du secteur ont subi de nets reculs en Bourse. A Paris, Soitec a lâché 10,88% sur l'ensemble de la semaine dernière et STMicroelectronics a perdu 13,23%. Si le titre de STMicroelectronics repartait de l'avant lundi matin (+0,84% à 54,25 euros), Soitec continuait de reculer, cédant 2,89% à 84,94 euros.

Accord sur le rachat de Pierre & Vacances

Le groupe touristique français Pierre & Vacances-Center Parcs (PVCP) et la société d'investissement émiratie Mubadala Capital (MC) ont annoncé lundi qu'ils s'étaient mis d'accord sur les modalités et les conditions du rachat du premier par le deuxième, évoqué fin juin. Les deux sociétés "ont conclu un accord de rapprochement qui définit les modalités et les conditions de l'acquisition par MC de l'ensemble des titres en circulation" de PVCP "par le biais d'une offre publique d'achat volontaire en numéraire", écrivent-elles dans un communiqué commun.

R /Agence

ETATS UNIS

La Fed s’engage à débarrasser le pays de l’inflation élevée de ces dernières années

Kevin Warsh veut mettre fin à cinq années d’inflation élevée aux États-Unis. L’indice PCE a progressé de 4,1 % sur un an en mai 2026, soit plus du double de la cible de la Fed. Les taux directeurs américains restent compris entre 3,50 % et 3,75 %. La hausse des prix de l’énergie complique toute baisse rapide du coût du crédit.

Synthèse Rédaction internationale

À peine installé à la tête de la Réserve fédérale américaine, Kevin Warsh affiche une ambition sans détour. Le nouveau président de la banque centrale veut reléguer au passé la flambée des prix observée depuis cinq ans. Une promesse forte, presque martiale, alors que l’inflation américaine demeure largement supérieure à la cible officielle de 2 %. Son discours devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants, le 14 juillet 2026, devait rassurer les ménages autant que les marchés. Il confirme surtout une réalité moins confortable : la Fed n’est pas encore prête à desserrer franchement l’étai monétaire.

Kevin Warsh affiche une fermeté immédiate face à l’inflation

Kevin Warsh n’a laissé aucune place à l’ambiguïté lors de sa première audition semestrielle devant le Congrès. Selon lui, une politique monétaire correctement calibrée permettra de refermer la séquence

inflationniste ouverte cinq ans plus tôt. Les membres du Comité fédéral de l’open market ne toléreront pas une hausse des prix durablement excessive, a-t-il assuré. Les mots sont fermes. Ils étaient aussi attendus. Nommé par Donald Trump le 4 mars 2026, confirmé par le Sénat en mai puis investi le 22 mai, Kevin Warsh a pris la succession de Jerome Powell avec une réputation plutôt favorable à la rigueur monétaire. Son mandat de président court jusqu’en mai 2030. Le nouveau patron de la Fed hérite pourtant d’une équation inconfortable. La croissance américaine reste solide, l’investissement des entreprises progresse et le marché du travail résiste. Warsh a notamment relevé une hausse de près de 25 % sur un an des dépenses consacrées aux technologies avancées, alimentée par les centres de données et l’intelligence artificielle. Une économie dynamique supporte mieux des taux élevés. Elle peut aussi entretenir les tensions sur les prix. Le discours est crédible sur le papier, mais la promesse sera jugée sur les décisions. Dire que l’inflation sera vaincue ne

suffit plus. Les ménages américains ont déjà entendu ce type d’engagement, tandis que le logement, l’énergie, l’alimentation et les services ont durablement amputé leur pouvoir d’achat.

Une inflation à 4,1 % qui éloigne la perspective d’une baisse des taux

Les statistiques confirment la difficulté de la mission. L’indice des dépenses de consommation PCE, mesure privilégiée par la Fed, a augmenté de 4,1 % sur un an en mai 2026, contre 3,8 % en avril et 3,5 % en mars. Hors alimentation et énergie, sa progression atteint encore 3,4 %. La trajectoire s’éloigne donc de la cible de 2 %, au lieu de s’en rapprocher. L’indice des prix à la consommation a offert un tableau plus nuancé en juin. Les prix ont reculé de 0,4 % sur un mois grâce au repli temporaire de l’essence, mais ils restent supérieurs de 3,5 % à leur niveau de juin 2025. L’énergie affiche même une hausse annuelle de 15,7 %, avec un bond de 26,7 % pour l’essence. L’inflation hors alimentation

INFLATION DE LA ZONE EURO CONFIRMÉE À 2,8 % Assez pour que la BCE fasse une pause ?

Les chiffres définitifs d’Eurostat, publiés vendredi, montrent un ralentissement de l’inflation annuelle, passée de 3,2 % en mai à 2,8 % en juin, sa première baisse depuis que la hausse des prix s’est accélérée en janvier, à moins d’une semaine de la réunion de jeudi au cours de laquelle le Conseil des gouverneurs de la BCE annoncera sa décision de politique monétaire et décidera si la première hausse de taux de juin, la première en près de trois ans, doit être suivie d’un nouveau relèvement. Le détail de la publication plaide plutôt pour une pause. L’inflation sous-jacente, qui exclut l’énergie, l’alimentation, l’alcool et le tabac, a ralenti de 2,6 % à 2,4 %, l’inflation de l’énergie s’est modérée de 10,8 % à 8,5 % et les services sont passés de 3,5 % à 3,2 %, le taux global reculant dans 22 des 27 États membres de l’UE. Parmi les quatre grandes économies de la zone euro, l’inflation ressort à 2,4 % en Allemagne, 2 % en France, 3 % en Italie et 3,6 % en Espagne. Ces chiffres sont importants au regard de ce qui les a précédés. En juin, la BCE a relevé le taux de la facilité de dépôt de 2 % à 2,25 %, une première hausse depuis près de trois ans, après que la guerre en Iran a porté l’inflation de la zone euro à 3,2 % en mai, son plus haut niveau depuis septembre 2023. La BCE relève ses taux pour la

première fois en trois ans, la guerre en Iran dope l’inflation. La complication, c’est que le choc à l’origine de cette hausse a refait surface. Le pétrole a frôlé 120 dollars le baril en mars avant de retomber autour de 72 dollars à la suite d’un accord de paix provisoire conclu fin juin, mais la trêve s’est fortement effritée ce mois-ci. Les États-Unis et l’Iran ont échangé de nouvelles frappes, Téhéran a attaqué des navires et menacé les exportations d’énergie de la région, et Washington a rétabli des sanctions et renforcé son blocus naval, ce qui a fait remonter le Brent à 87 dollars le baril vendredi. Selon ING, cette résurgence ravive la possibilité d’une hausse surprise jeudi, même si la banque s’attend toujours à un statu quo, un deuxième relèvement paraissant plus réaliste en septembre.

Recrudescence du conflit impliquant l’Iran

La difficulté, c’est que le choc à l’origine de la hausse de taux de juin est réapparu. Les cours du pétrole ont frôlé 120 dollars le baril en mars avant de glisser autour de 72 dollars à la suite d’un accord de paix provisoire conclu fin juin. Cependant, la trêve s’est fortement effritée ce mois-ci. Les États-Unis et l’Iran ont échangé de nouvelles frappes, Téhéran a attaqué la

marine marchande et menacé les exportations régionales d’énergie, tandis que Washington a rétabli des sanctions et resserré son blocus naval, ce qui a fait remonter le Brent à 87 dollars le baril vendredi. La réunion de juillet n’est par ailleurs pas une réunion consacrée aux prévisions, ce qui donne aux responsables une marge pour attendre des projections économiques actualisées avant de prendre de nouvelles mesures.

Ce que Lagarde a laissé entendre

Lors du forum de la BCE à Sintra il y a quelques semaines, la présidente de l’institution, Christine Lagarde, a insisté sur le fait que la hausse de juin n’était pas une « hausse de précaution », mais la réponse à un véritable problème d’inflation. Elle a souligné que les projections de la BCE ne prévoyaient un retour de l’inflation à l’objectif de 2 % qu’à la fin de 2027, et seulement si la politique monétaire était encore durcie. Lagarde a également refusé de s’engager à l’avance sur une trajectoire de politique monétaire, affirmant que « la communication prospective n’est pas à l’ordre du jour » et que les décisions continueraient d’être prises réunion après réunion, en fonction des nouvelles données économiques.

Agence

PORTUGAL

Le secteur spatial pèse déjà sur l’économie

Certains chiffres confirment des tendances, tandis que d’autres nous obligent à revoir notre façon d’appréhender un secteur. Le fait que l’industrie spatiale portugaise ait contribué à hauteur de 1,2 milliard d’euros au PIB entre 2019 et 2024 et généré 2,4 milliards d’euros pour l’économie dans son ensemble relève clairement de la deuxième catégorie. Pendant trop longtemps, parler de l’espace au Portugal semblait être un sujet lointain, presque exclusivement scientifique ou institutionnel. Aujourd’hui, ce n’est plus le cas. Entre 2019 et 2024, le secteur a soutenu, en moyenne, environ 4 500 emplois par an et généré des recettes fiscales annuelles moyennes de 290 millions d’euros. Plus de 150 entités font déjà partie de cet écosystème, dont plus de 80 entreprises actives, avec une présence particulièrement importante à Lisbonne, Coimbra et Porto. Le plus dans ces chiffres, c’est l’effet multiplicateur. Pour chaque euro directement ajouté au PIB par les activités spatiales, 1,17 euro supplémentaire a été généré par les chaînes d’approvisionnement et la consommation des ménages liés à ce secteur. C’est précisé ainsi que se construit une nouvelle économie. Non pas grâce à une seule entreprise ou à un seul investissement de grande envergure, mais par la création progressive d’un écosystème où la technologie, les universités, la recherche, les fournisseurs, les talents et les capitaux commencent à travailler ensemble. Les entreprises nationales et internationales commencent à se tourner vers le Portugal pour sa situation géographique sur l’Atlantique, les Açores, les talents en ingénierie aérospatiale, le cadre juridique et les capacités technologiques croissantes. Les investissements publics dans le secteur sont passés de 55 millions d’euros en 2018 à 135 millions en 2024, tandis que les entreprises portugaises ont remporté plus de 110 millions d’euros de contrats industriels auprès de l’Agence spatiale européenne entre 2019 et 2025. Bien sûr, des faiblesses subsistent. Le Portugal doit mieux fidéliser ses talents, attirer des acteurs industriels de plus grande envergure, faciliter l’accès aux capitaux privés et assurer la continuité des politiques publiques. L’espace est un secteur qui exige une vision à long terme et qui a peu de chances de se développer au rythme nécessaire s’il dépend uniquement des cycles politiques ou des financements publics.

R. I.

Facebook et Instagram touchés par une nouvelle panne mondiale ce dimanche

Si vous étiez debout ce dimanche matin, vous avez sans doute trouvé porte close en vous connectant sur Facebook et Instagram. Les deux plateformes phares de messagerie instantanée de Meta étaient en panne. Si la situation semble revenue à la normale, on ne connaît pas, pour l'heure, l'origine de ce dysfonctionnement, signalé par de nombreux utilisateurs.

Il semblerait que Facebook et Instagram ont eu une panne de réveil ce dimanche, puisque vers 9h30 les premiers signalements sont apparus sur des plateformes de suivi comme Downdetector. En quelques minutes, le site a enregistré plusieurs milliers de signalements, répartis dans plusieurs pays. Sur la version web de Facebook, de nombreux utilisateurs disaient ne pas pouvoir se connecter. À la place de leur fil d'actualité, un message qui annonçait un compte temporairement indisponible. L'application mobile a toutefois continué de fonctionner pour une partie d'entre eux.

Dans plusieurs pays, Instagram a connu les mêmes déconvenues. En revanche, peu de signalements pour WhatsApp. Meta a annoncé travailler à un rétablissement progressif, mais sans s'étaler sur l'origine de la panne pour autant.

Un message d'erreur sans lien avec un piratage

Une partie des utilisateurs a d'abord cru à une suspension de compte, en découvrant le message « compte temporairement indisponible ». Mais cela n'a rien d'une tentative de piratage ou d'une sanction contre les comptes concernés. Meta a confirmé qu'il s'agissait d'une défaillance technique globale.

Sur ordinateur, la page affichait un message d'erreur au moment de la connexion. Depuis un smartphone, en revanche, aucun souci pour accéder à Facebook. Downdetector a recensé



une hausse brutale des signalements dans plusieurs pays. Forcément, la panne a fait les gorges chaudes de plusieurs utilisateurs qui l'ont commentée en temps réel sur les forums de signalement. Vers 11h16, l'un d'eux a signalé des pages blanches et des temps de chargement excessifs. Un autre a rapporté, un peu plus tard, le même message de compte temporairement indisponible au moment de la connexion.

Un scénario déjà connu chez Meta

Comme on vous le rapportait le 12 juin dernier, Facebook, Instagram, Messenger, WhatsApp et Discord étaient inaccessibles en milieu d'après-midi. Le fil d'actualité de Facebook a d'abord refusé de charger, avant les autres services. Vers 15h,

Downdetector comptabilisait déjà près de 1 600 signalements. Vers 16h50, un peu plus d'une heure après les premiers signalements, les services fonctionnaient de nouveau normalement. Ni Meta ni Discord n'avaient alors communiqué sur l'origine de l'incident.

En remontant plus loin, le groupe avait déjà traversé un épisode comparable en octobre 2021. Dès la fin d'après-midi du 4 octobre, Facebook, Instagram, WhatsApp et Messenger étaient inaccessibles dans le monde entier. Des dizaines, voire des centaines de millions de personnes avaient perdu l'usage de leurs plateformes favorites. Facebook avait alors pris la parole officiellement en fin de journée, pour présenter ses excuses aux utilisateurs concernés. En Bourse, l'action du groupe avait perdu

plus de 5 % le jour même, tandis que celle de Twitter reculait de 6,5 %. Mais Meta n'a pas le monopole de la panne. Le 10 juin, des centaines d'utilisateurs de Gemini ont rencontré les erreurs 1076 et 1099. Google n'a fourni aucune explication officielle sur l'origine du problème. Douze jours plus tard, le 22 juin, X.com a été victime d'une panne partielle. Le fil d'actualité de l'onglet « Following » refusait de charger, tout comme le module d'abonnement Premium. Chez Orange enfin, les abonnés ont subi deux pannes coup sur coup, les 29 juin et 1er juillet. De nombreux clients n'avaient plus accès au réseau mobile et fixe.

Plusieurs heures après les premiers signalements de ce dimanche, Meta n'a toujours pas précisé l'origine technique de l'incident en cours.

Ce robot de Xiaomi travaille presque aussi bien qu'un humain en usine

Le robot humanoïde CyberOne de Xiaomi est désormais capable de poser des écrous autotaraudeurs avec un taux de réussite de 98 % sur une ligne de production automobile, quatre mois après un premier essai à 90,2 %. La machine trie aussi des pièces flexibles avec 90 % de réussite.

Xiaomi a fait travailler son robot humanoïde CyberOne sur une ligne de fabrication de véhicules électriques. Pendant trois heures, la machine a serré des écrous autotaraudeurs sur des pièces de plancher moulées sous pression, au rythme de 76 secondes par pièce, la cadence la plus rapide de la chaîne.

Lors de ce premier essai, le robot a réussi l'opération dans 90,2 % des cas. Quatre mois plus tard, Xiaomi annonce qu'il pose désormais ces écrous avec 98 % de réussite, à un point seulement de la performance d'un opérateur humain sur cette même tâche. L'écrou autotarauteur est une pièce complexe, dont la pose a demandé un long travail d'ajustement.



Le robot ajuste sa prise à chaque écrou cannelé

À cause de sa structure cannelée, la position de serrage de l'écrou change à chaque prise. Un aimant attire en plus la goupille de positionnement pendant la manipulation et déplace légèrement la pièce à chaque tentative. Pour maîtriser

cette variabilité, les ingénieurs de Xiaomi ont associé un modèle Vision-Langage-Action, Xiaomi-Robotics-0, avec de l'apprentissage par renforcement.

Le robot croise la vision de deux caméras, montées à l'avant et au poignet, avec un capteur tactile placé au bout des doigts. Avec la caméra seule, le robot perd parfois le contact

réel, en cas de reflet ou d'occlusion partielle ; avec le capteur tactile seul, il se laisse tromper par un contact accidentel entre les doigts. Grâce à cette fusion des deux entrées, le robot repère le contact réel entre l'écrou et la main dans les deux situations.

Mais CyberOne est aussi exigeant avec son corps tout entier. Le robot garde aussi son équilibre à chaque geste, quel que soit l'angle de travail. Il calcule en moins d'une milliseconde comment satisfaire, dans l'ordre, ses contraintes d'équilibre, de sécurité, puis de tâche. Avant l'essai réel, CyberOne a été entraîné sur une plateforme de simulation, avec des centaines de millions de perturbations aléatoires appliquées à des milliers de robots virtuels. Le robot applique ensuite cette stratégie sur les machines de l'usine, sans réglage préalable.

Les automates classiques sont moins performants sur les pièces souples

Les panneaux de la console centrale changent de forme et glissent à

chaque prise parce qu'ils sont souples. Une pièce rigide garde une forme fixe d'un contact à l'autre. Là encore, CyberOne trie ce type de pièces et plie des bacs de rangement.

Et neuf fois sur dix, c'est un sans-faute. Exactement comme en robotique industrielle, qui maîtrise parfaitement l'exercice, CyberOne sait adapter son geste à ce qu'il manipule.

Le robot Figure 02, développé par la start-up américaine Figure, a exécuté des tâches logistiques pendant un direct de plus de vingt heures. Pour sa part, un robot d'Abigot a résisté sur une ligne de production de tablettes pendant 64 heures d'affilée, avec un taux de réussite de 99,99 %.

Ces deux démonstrations durent plus longtemps que celle de Xiaomi, mais elles ont eu lieu sur des lignes conçues pour l'exercice. Xiaomi respecte, quant à lui, le cycle de production le plus rapide de sa chaîne automobile, fixé à 76 secondes, sur un poste intégré à une usine automobile déjà en activité.

Chez Stellantis, la liste des projets annulés de Lancia et DS Automobiles fait un peu peur

Où vont Lancia et DS Automobiles ? On peut se le demander à la vue du plan produit détaillé par le groupe Stellantis cette semaine. Les deux marques « premium » du groupe n'ont plus aucun projet affiché jusqu'en 2030, alors qu'Alfa Romeo a aussi changé ses plans.

La table ronde nationale organisée il y a quelques jours par le ministère des entreprises de l'Italie a été intéressante à suivre : elle a permis de faire l'état des lieux des projets en cours chez Stellantis pour le marché automobile européen.

On constate ainsi que, d'après le tableau montré par les communicants de Stellantis dans le cadre de cette table ronde, Peugeot est la marque qui compte le plus de modèles en préparation d'ici 2030 : sept véhicules au total, dont la nouvelle E-208 100% électrique attendue d'ici l'année prochaine. Fiat, de son côté, compte 5 projets de nouveautés d'ici 2030 en comptant la petite « E-Car » urbaine cousine de la Citroën 2CV. Chez Citroën, il y aura deux nouveaux modèles ajoutés au catalogue d'ici 2030 en plus de cette fameuse 2CV. Opel aura également droit à sa petite auto électrique urbaine, en plus de trois autres nouveautés attendues d'ici la fin de la décennie. Enfin et comme nous l'avions déjà appris il y a quelques jours, Jeep pourra compter sur cinq nouveaux véhicules. Toutes ces marques semblent donc bénéficier d'un plan produit assez solide pour aborder les années à venir.

Les autres marques ne peuvent pas en dire autant

On l'a vu plus tôt dans la semaine, les plans pour Alfa Romeo ont de quoi surprendre puisque la marque a semble-t-il totalement annulé les deux gros modèles qu'elle devait lancer cette année.



Le fameux tableau dévoilé par Stellantis devant le gouvernement italien.

Maserati, de son côté, prévoit deux grands modèles conformément à ce qui a été annoncé en mai dernier (reste à savoir s'ils embarqueront ou non de la technologie chinoise).

Mais la situation est nettement plus inquiétante pour Lancia et DS Automobiles. Dans la colonne qui leur est réservée, Stellantis a pris le soin d'ajouter la Gamma dont le lancement est imminent et la N°7 dont Caradisiac vient de prendre le volant. Mais après, c'est le vide total !

Et la Delta ? Et la DS N°3 ?

Ce tableau contredit le plan produit annoncé par Lancia il y a quelques années : la marque italienne devait lancer la citadine Ypsilon (en 2024), le crossover

familial Gamma (cette année) et la compacte Delta en 2028. Là, il n'y a tout simplement plus de Delta.

Chez DS Automobiles, c'est le projet du remplacement de la DS 3 de seconde génération dont parlaient récemment les responsables de la marque qui représentait le plus gros chantier. Mais là aussi, aucune trace d'une future DS N°3 dans ce récapitulatif des projets à venir.

Quel avenir pour Lancia et DS Automobiles chez Stellantis ?

On le rappelle, le groupe Stellantis a profondément réformé son organisation en mai dernier. Peugeot, Jeep, Fiat et Ram sont désormais perçus comme les enseignes les plus importantes du groupe, avec un rôle intermédiaire pour

Citroën, Opel et Alfa Romeo. Lancia et DS Automobiles devaient devenir de simples sous-marques, l'une sous la responsabilité de Fiat et l'autre sous celle de Citroën. Mais d'après ce tableau, elles semblent avoir carrément la vocation de disparaître après la décennie sans aucune nouveauté prévue : chez DS la DS 3 arrive en toute fin de carrière, la N°4 vient de recevoir son restylage de mi-vie et n'a probablement que quelques années à tenir. Les N°7 et N°8 seront des modèles vieillissants en 2030. Chez Lancia, l'Ypsilon sera elle aussi arrivée en fin de carrière et la Gamma, au stade du restylage. On imagine que dans le contexte actuel ô combien incertain, leur avenir n'est tout simplement pas déterminé par la direction du groupe.

BYD s'offre le PSG, mais le constructeur chinois soutient aussi son concurrent !

Dans sa stratégie pour devenir le premier constructeur automobile mondial, BYD compte beaucoup sur son développement sur le marché européen. Il cherche une exposition maximale en s'offrant un gros partenariat avec le club PSG, lui qui soutient déjà l'un de ses clubs concurrents de l'autre côté de la Manche.

Devenir le plus grand constructeur automobile mondial d'ici 2030, voilà les ambitions de Byd. Pour l'instant, il n'a réussi à vendre que 4,5 millions de voitures en 2025, là où Toyota en a écoulé plus de 11 millions. BYD doit également faire face à une chute des ventes sur le marché chinois depuis le début de l'année, compensée par l'augmentation importante de ses exportations notamment sur le marché européen.

Sachant que le constructeur chinois ne pourra pas compter sur le marché automobile américain à moyen terme pour aider à cette hausse des ventes, il lui faudra absolument devenir l'un des principaux constructeurs automobiles sur le Vieux Continent s'il veut atteindre cet objectif ô combien ambitieux.

BYD devient partenaire du PSG !

Voilà pourquoi BYD met de gros moyens pour se faire connaître et



améliorer son image. Comment ? En s'offrant le club de football le plus coté du moment, le PSG Paris Saint-Germain qui vient de remporter une seconde Ligue des champions consécutive.

« BYD, premier constructeur mondial de véhicules à énergies nouvelles, et

le Paris Saint-Germain, l'un des clubs de football les plus emblématiques et influents au monde, sont fiers d'annoncer un nouveau partenariat mondial jusqu'en juin 2029. Dans le cadre de cet accord de trois ans, BYD devient le Partenaire Automobile Officiel du Paris Saint-Germain », peut-on lire dans un communiqué officiel publié hier.

Au cours des trois prochaines saisons, ce partenariat prendra vie à travers des campagnes internationales, des contenus exclusifs mettant en scène les équipes masculine et féminine du Paris Saint-Germain, des activations

immersives dédiées aux supporters et des expériences inédites proposées aux fans du monde entier. BYD bénéficiera également d'une visibilité de premier plan au Parc des Princes, tandis que des véhicules BYD et DENZA, la marque premium et technologique du Groupe BYD, accompagneront les activités quotidiennes du Club », est-il précisé.

Une relation pas vraiment exclusive

Mais alors que ce genre de partenariat met généralement en valeur un lien d'exclusivité entre le club et la marque qui le soutient, ce n'est pas le cas de BYD : il se trouve qu'en février dernier, le constructeur chinois avait déjà officialisé un partenariat similaire avec le club anglais Manchester City.

Techniquement, il serait ainsi possible que, dans une compétition comme la Ligue des Champions, deux clubs sponsorisés par la même marque se retrouvent confrontés à l'occasion d'un match. Et sachant que BYD vise à peu près tous les marchés importants du Vieux Continent, il ne serait pas si surprenant de le voir soutenir encore un autre club européen de plus à l'avenir. On ne connaît évidemment pas les montants de ces partenariats, mais les sommes doivent être colossales.

Mots fléchés

ANGLO-NORMANDE FACE À QUIBERON		ÎLE DE CHARENTE COMBATTI- RENT		VOLAILLE		ÎLE DE VENDÉE GÉNÉRAL SUDISTE		BRAVA		PAYS MAGIQUE VOISINE D'OLÉRON	
								ÎLE DU MORBIHAN SIÈGE			
ARTÈRE SCÈNE				SANS PARTI RISQUES							MÂCHOIRES DE FER
							POLICE SECRÈTE INTER- JECTION			JEUNE	
FOURRURE CHARO- GNARD						VOISINE DE HOËDIC SALLE OBSCUR					
					GRAND PAYS DOULEUR						
ÎLE LA PLUS À L'OUEST DU CONTI- NENT	EMPLOYER		PROCHE NIVEAU DE VIE				PERCHE ÉLECTRIQUE		ALTER- NATIVE GROS TITRES		
								PERSONNEL		MÉPRISENT	
EXPLOSIF GUITARE INDIENNE				ÎLES DE LA MÉDITER- RANÉE ASSEMBLER							USÉE
					ÎLE DU FINISTÈRE ORDINATEUR						
RELIE L'ÎLE DE RÉ AU CONTINENT		PAYS HIMALAYEN VENTILE						PIÈCE DE CHARRUE BAIE			
						DONNE LE TON			ABSORBÉ		
FACE À LA POINTE DU RAZ ENDUIT				SANS GRAVITÉ AVANT LE VERBE							
						CITÉ ENGLOUTIE			NÉGATION		
REPENTIR							GREFFE				

Le nombre d’enseignants-chercheurs occupant le grade de professeur passe à 19.443 professeurs

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a révélé, dimanche dans un communiqué, que le nombre d'enseignants-chercheurs occupant le grade de professeur est passé à 19.443 professeurs. "Conformément aux résultats de la 54e session de promotion au grade de professeur, le nombre d'enseignants-chercheurs occupant ce grade est passé de 17.828 à 19.443, ce qui représente un taux de 27% de l'ensemble des enseignants-chercheurs", précise la même source.



MONNAIES

Le dollar stable face à l’euro

Le billet vert restait presque stable lundi contre l'euro, bénéficiant de son statuts de valeur refuge dans un contexte de tensions géopolitiques internationales persistantes. Vers 09H05 GMT, le billet vert s'échangeait à 1,1435 euro pour un dollar. De son côté, la monnaie britannique était en légère hausse par rapport aux principales devises. La livre prenait 0,06% face au billet vert, à 1,3460 dollar pour une livre, et 0,08% face à la monnaie unique européenne, à 84,95 pence pour un euro. Selon les analystes, les cambistes suivent avec attention les évolutions de la politique monétaire alors que le nouveau gouvernement britannique devrait être annoncé dans l'après-midi, notamment le successeur de Rachel Reeves au poste de ministre des Finances.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Signature d’une convention-cadre entre le ministère et le CNESE

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) ont renforcé leur coopération institutionnelle en signant, hier au siège du ministère, une convention-cadre de coopération dans le domaine des études et de la recherche scientifique, ainsi que dix conventions spécifiques avec des établissements universitaires et organismes de recherche. La convention a été signée au siège du ministère par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, et le président du CNESE, M. Mohamed Boukhari. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Baddari a indiqué que cette convention vise à concrétiser les objectifs stratégiques du programme du Gouvernement, issu du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment à travers l'implication des universités ainsi que des centres et laboratoires de recherche afin de contribuer à la réalisation du développement économique et social, de renforcer l'attractivité de l'investissement par la formation, d'élaborer des études prospectives et de proposer des solutions scientifiques aux différents défis du développement. Le ministre a ajouté que les universités, les centres et les laboratoires de recherche joueront un rôle de concertation, de dialogue et de proposition de visions prospectives, renforçant ainsi la contribution de l'Université algérienne dans l'accompagnement du processus de développement national. De son côté, M. Boukhari a souligné que cette convention traduit la volonté commune de conjuguer les efforts en vue de valoriser l'expertise nationale et de renforcer les passerelles de coopération entre les institutions de l'Etat, de manière à contribuer à l'amélioration de la qualité de la performance publique et à l'ancrage de la culture de l'action commune. Il a également expliqué que les domaines de coopération portent notamment sur la réalisation d'études et de recherches d'intérêt commun, l'échange d'expertises et d'expériences, l'organisation de colloques et d'activités scientifiques, l'accueil de stagiaires, le recours aux compétences universitaires, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation spécialisés. Il a, en outre, souligné que la convention se concrétisera à travers "la conclusion de 10 conventions thématiques avec plusieurs centres de recherche et établissements universitaires", citant notamment le Centre de recherche en environnement (CRE), le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), le Centre de recherche en aménagement du territoire (CRAT), l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA), l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM) ainsi que le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC).

R E.

SIDI BEL-ABBES

La Faculté des sciences économiques de l’Université «Djillali Liabes» en tête avec 25 projets innovants

La Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion de l'Université "Djillali Liabes" de Sidi Bel-Abbes s'est hissée en tête à l'échelle de l'université, pour la deuxième année consécutive, en décrochant 25 labels "Projet Innovant" au titre de l'année universitaire 2025-2026, a-t-on appris auprès des responsables de cet établissement universitaire. Le doyen de la faculté, le Dr Hafid Fethi, a indiqué que cette nouvelle performance scientifique et pionnière reflète la grande prise de conscience et l'intérêt croissant des étudiants porteurs d'idées, ainsi que les efforts soutenus des enseignants encadreurs, en parfaite synergie avec les facilités et l'accompagnement de qualité offerts par l'incubateur d'entreprises de l'université. Le Dr Fethi a ajouté que l'incubateur a réussi à instaurer un environnement de travail idéal, stimulant la créativité, l'excellence et l'innovation, saluant par la même occasion le haut niveau d'encadrement et le suivi rigoureux dont ont bénéficié les étudiants à toutes les étapes de la concrétisation et du développement de leurs projets. Il a également souligné que ce couronnement traduit la stratégie de la faculté visant à former des entrepreneurs d'élite et des innovateurs capables de s'imposer sur le marché de l'investissement. Dans le même sillage, le même responsable a mis en avant que ce succès témoigne de la justesse de la vision stratégique et de la politique menée par le recteur de l'université, le Pr Bouziani Merahi, à travers son souci permanent de mobiliser tous les moyens matériels et humains disponibles pour soutenir l'innovation. Une politique judicieuse qui tend directement, selon lui, à transformer l'université en une véritable locomotive pour diplômer des entrepreneurs actifs, contribuant de manière tangible à l'édification de l'économie nationale et répondant aux exigences renouvelées du marché du travail. Il est à noter que le bilan global de l'incubateur de l'Université "Djillali Liabes" s'est consolidé, récemment, par l'obtention du

31ème label "Projet Innovant" au titre de l'année universitaire 2025-2026, portant ainsi le nombre total de projets ayant décroché des labels d'innovation au sein de l'université à 127 labels. A ce propos, le directeur de l'incubateur, Ahmed Allami, a affirmé que ce nouveau mérite scientifique, qui s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, reflète la diversité qualitative des projets déposés et soutenus récemment. Ces projets couvrent plusieurs secteurs vitaux tels que les technologies modernes, l'intelligence artificielle, ainsi que les sciences économiques et de gestion. M. Allami a également signalé que les mécanismes d'accompagnement se sont focalisés principalement sur l'élaboration de modèles économiques (Business Models) durables, garantissant la transformation des idées créatives des étudiants en startups prospères, capables de créer de la richesse et de contribuer efficacement à la stratégie nationale de transition vers une économie de la connaissance.

APS

MILA

54 tonnes de poissons d’eau douce produites au cours du 1^{er} semestre 2026

La production de la pêche continentale réalisée dans la wilaya de Mila au cours du premier semestre de l'année 2026 a atteint 54 tonnes de diverses espèces de poissons d'eau douce, a-t-on appris lundi auprès des services de la station de wilaya de la pêche continentale et

de l'aquaculture. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de gestion de cette station, Larbi Bekhouche, a précisé que cette production a été réalisée par trois pêcheurs disposant de l'autorisation de pêche de poissons d'eau douce au titre de l'actuelle année et activant au ni-

veau du barrage de Béni Haroun dans la commune de Hamala et du barrage réservoir de la commune d'Oued Athmania. Les principales espèces de poissons prises sont la carpe commune, la carpe à grosse tête et le carassin, a indiqué la même source. Cette quantité récoltée au cours

du premier semestre de cette année est jugée "considérable" comparativement à celle obtenue durant la même période de l'année passée (2025) et estimée à 30 tonnes prises par quatre pêcheurs activant au niveau du barrage de Béni Haroun, a relevé le même cadre.

PROGRAMME NATIONAL "TAMKINE" DE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT

Session de formation pour des jeunes porteurs de projets à Constantine

Une session de formation, inscrite dans le cadre du programme national "Tamkine" de soutien à l'entrepreneuriat, a été lancée lundi dans la wilaya de Constantine, à l'initiative de l'antenne locale de l'agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM). La formation dispensée à la maison de créativité sise au centre-ville, vise à accompagner les jeunes porteurs de projets dans la création, le financement et la gestion de leurs petites entreprises et de promouvoir leur contribution au développement de l'économie nationale, a précisé à l'APS le directeur par intérim de cette antenne, Fateh Benabdelkader. L'initiative cible 20 porteurs de projets spécialisés, notamment dans des métiers artisanaux à l'instar de la fa-

brication des gâteaux traditionnels, la couture et la poterie, a-t-il indiqué. S'inscrivant également au titre du programme de la caravane nationale de sensibilisation "1800 minutes d'autonomisation", lancée le 21 juin dernier, cette formation, traduit, a-t-il encore indiqué, la volonté des pouvoirs publics de renforcer l'accompagnement de diverses catégories de la société dont la femme au foyer et la femme rurale, les jeunes universitaires et les diplômés des centres de formation professionnelle, ainsi que ceux sans qualification, favoriser l'émergence d'un tissu entrepreneurial diversifié et contribuer à la création d'une économie fondée sur l'innovation, l'initiative et la valorisation des compétences nationales. Devant se poursuivre jusqu'à jeudi

prochain, cette session de formation s'inscrit dans une démarche visant à former diverses catégories de la société et à qualifier, notamment les jeunes, tout en leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires en gestion et en entrepreneuriat afin de transformer leurs idées en projets viables et durables, a souligné de son côté, Samia Beziane, cadre et formatrice à l'antenne locale de l'ANGEM. Une exposition regroupant une dizaine de micro-entreprises réalisées et financées dans le cadre de ce dispositif d'aide à l'emploi, est organisée en marge de cette formation ayant été accueillie favorablement par les jeunes bénéficiaires, a-t-on signalé.

APS